



Irak, les résistances armées en images

par David Baran et Mathieu Guidère (Page 9.)

La passion du documentaire

par Denis Duclos et Valérie Jacq (Page 28.)

MONDE
diplomatiqueLE MONDE
diplomatiqueMai 2005 - 52^e année - N° 614

Publication mensuelle - I, avenue Stephen-Pichon, 75013 Paris - www.monde-diplomatique.fr

32 pages - 4 €

8 MAI 1945

Les faces cachées
d'une guerre mondiale

KARL WALDMANN. – Sans titre

LE 8 MAI 1945, après cinq ans et huit mois du plus meurtrier des conflits qu'ait connus l'humanité, l'Allemagne nazie capitulait. L'Italie fasciste l'avait précédée, mais l'Empire japonais tiendra encore trois mois, jusqu'à ce que la foudre atomique s'abatte sur Hiroshima et Nagasaki. Le soixantième anniversaire de cet événement majeur du XX^e siècle va, sans nul doute, mobiliser les grands moyens d'information. Hélas, cette commémoration médiatique – comme celles, l'an dernier, du débarquement de Normandie, de la libération de Paris et, fin janvier 2005, de la libération des derniers prisonniers du camp d'extermination d'Auschwitz – privilégie le spectaculaire et l'émotion au détriment de l'histoire et des leçons qu'il convient d'en tirer. Pis : des pans entiers du second conflit mondial, jugés encore trop dérangeants par ceux qui prétendent épurer les mémoires, resteront vraisemblablement dans l'ombre.

Voilà pourquoi *Le Monde diplomatique* a choisi de braquer, dans son « dossier de mai » (pages 19 à 25), les projecteurs sur des pages oubliées, voire occultées, de la seconde guerre mondiale. C'est le cas du rôle, pourtant décisif, de l'Union soviétique, passé par pertes et profits au point que seule une minorité de Français la classent parmi les principaux vainqueurs. Presque complètement ignorées, les guerres qui se livrèrent dans l'Asie britannique virent, parfois, des mouvements de libération converger, un temps, avec l'envahisseur nippon, malgré la barbarie de celui-ci.

Autre moment quasiment inconnu : les manifestations de femmes allemandes mariées à des juifs qui, durant l'hiver 1943, dans la Rosenstrasse, parvinrent à faire libérer leurs conjoints. De même, les bonnes feuilles d'un livre, inédit en français, de l'historien allemand Götz Aly éclairent d'un jour nouveau les raisons du consensus dont bénéficia le régime nazi : le pillage des territoires occupés, à commencer par les biens juifs, permit à Hitler d'« acheter » les Allemands. Toujours s'agissant du III^e Reich, on ignore souvent que, avant de gazer industriellement des millions de juifs, les nazis utilisèrent ce cruel procédé, à un stade artisanal, pour liquider les malades mentaux allemands – au nom de l'« euthanasie »...

Enfin, ce même 8 mai 1945, tandis que la France fêtait la victoire, ses forces de répression perpétuaient en Afrique du Nord, à Sétif et à Guelma, de terribles massacres qui, radicalisant le mouvement nationaliste, conduiront à la guerre d'Algérie.

La mémoire ne se divise pas.

I. R.

TOURMENTE SUR LA CONSTITUTION

Médias en tenue
de campagne européenne

Si, dans la plupart des pays membres de l'Union, la ratification du traité de Constitution européenne se déroule dans une certaine indifférence, en France, la campagne du référendum est plus dynamique que prévu, en partie parce qu'une réponse négative n'est plus exclue le 29 mai. Ce « non » retentirait comme un coup de tonnerre. Pourtant, les partisans du « oui » occupent le devant de la scène : le président de la République, les principaux partis, la quasi-totalité du monde patronal, les grands médias, se mobilisent pour défendre un

texte d'essence libérale. Comme lors du traité de Maastricht en 1992, les inconditionnels du « oui » essaient d'emporter la conviction en promettant des lendemains sociaux qui chantent... On sait ce qu'il est advenu de tels engagements. Face à ce « non » qui peut faire bouger l'Europe, la propagande médiatique se déchaine jusqu'au paroxysme. Et les journalistes dominants, désorientés par une opinion qui se joue de leurs commentaires, en viennent à ressembler à des tigres de papier (lire notre dossier pages 14 à 18).

PAR SERGE HALIMI

IL EST IMPRUDENT de vouloir infantiliser des adultes. Quand un scrutin leur donne la parole, leur franchise peut même être contagieuse. « Valéry Giscard d'Estaing n'a commis qu'une seule erreur : nommer le texte du traité "Constitution", observa dans *Le Figaro* Alain Minc, désormais animateur de l'émission "Face à Alain Minc" sur la nouvelle chaîne Direct 8. C'est précisément cette dénomination qui a empêché une ratification par la voie parlementaire. Le référendum est pareil à une "vérole" antidémocratique que la France aurait propagée dans l'ensemble de l'Europe (1). »

Pour les barons du journalisme, la « voie parlementaire » eût été moins délicate et plus avantageuse. Moins délicate : lors de la séance du Congrès, le 28 février 2005 à Versailles, le projet de loi constitutionnelle préalable à la ratification du traité européen par voie référendaire fut adopté par 91,70 % des suffrages exprimés, dont celui du sénateur Serge Dassault, propriétaire d'une bonne partie des titres de la presse française. Plus avantageuse : une fois l'affaire européenne bouclée dans le sens escompté, la presse aurait pu mijoter ses nouveaux dossiers sur les chances de M. Nicolas Sarkozy en 2007 et imaginer les péripéties qui l'opposeraient alors à MM. Jacques Chirac, François Hollande ou Jack Lang. Las, une amorce de révolte populaire oblige la plupart des décideurs à serrer les rangs, à poser ensemble, à défendre avec le même entrain l'« économie sociale de marché ». Et les commentateurs, eux, doivent survoler à présent un texte amphigourique qui parle de monnaie,

de circulaires, de services « d'intérêt économique général »... Du sérieux, mais tellement ennuyeux.

Ennuyeux, justement non. C'est un peu le problème. Là où les grands médias attendaient de l'apathie, des généralités vite emballées sur la paix et le ciel bleu d'Europe, l'intérêt devient vif, le savoir assuré et indocile : quand l'électeur devait répondre « oui » avec autant de nonchalance unanime que les parlementaires, il menace de faire le contraire. Mais ce ne peut être que par ignorance. « Le référendum est tombé sur une France somnambule, se désole sur LCI Claude Imbert, fondateur et éditorialiste du *Point*. Un système de démocratie représentative eût été plus prudent. Vous avez un garçon qui bosse toute la journée dans une usine à côté de Nancy. Il rentre tard le soir. J'aime autant vous dire qu'il a envie de boire une bière, il ne va pas regarder la Constitution dans le détail. A quoi ça sert les Parlements (2) ? »

Et, surtout, à quoi servent les éditorialistes qui pensent comme les parlementaires, mais dans une proportion plus massive encore ? Comme souvent, l'« adversaire » médiatique de Claude Imbert partageait son sentiment. D'ailleurs, le directeur délégué du *Nouvel Observateur* l'avait écrit dix-huit mois plus tôt : « Faut-il soumettre à référendum le projet de Constitution européenne issu de la convention Giscard ? Dans l'état actuel des choses, ma réponse est non. » Et Jacques Julliard ajoutait : « Le désir référendaire correspond plus au fantasme rousseauiste du contrat inaugural qu'à un véritable besoin démocratique (3). » La démocratie est souvent moins utile qu'un « débat » sur LCI.

(Lire la suite page 14.)

- (1) Alain Minc, *Le Figaro*, 11 avril 2005.
- (2) « Imbert / Julliard », LCI, 15 avril 2005.
- (3) *Le Nouvel Observateur*, 23 octobre 2003.

En vente dans les kiosques le 14 mai :

ÉCOLOGIE, LE GRAND DÉFI

Manière de voir, n° 81

100 pages, 7 €



DANS CE NUMÉRO

Silences, mensonges et vidéos

RUPTURES. Loin de la complexité historique, les commémorations de la fin de la seconde guerre mondiale laissent de côté des pans entiers de ce conflit (pages 19 à 25). Vingt ans plus tard, le massacre

Afrique CFA : 1 500 F CFA, Algérie : 120 DA, Allemagne : 4,20 €, Antilles/Guyane : 4,50 €, Autriche : 4,20 €, Belgique : 4,20 €, Canada : 5,50 \$, Espagne : 4,20 €, États-Unis : 5,45 \$, G.-B. : 2,90 £, Grèce : 4,20 €, Irlande : 4,20 €, Italie : 4,20 €, Luxembourg : 4,20 €, Maroc : 20 DH, Pays-Bas : 4,20 €, Portugal (Cont.) : 4,20 €, Réunion : 4,50 €, Suisse : 6,80 FS, Tunisie : 4,2 DT.

T 02136 - 614 - F: 4,00 €



des militants de l'Union patriotique, en Colombie, n'est toujours pas reconnu (pages 26 et 27). L'histoire est également manipulée au Royaume-Uni, où une partie de l'establishment cherche à réhabiliter la colonisation (pages 4 et 5). Tout ce qui pourrait détourner d'un vote en faveur de la Constitution européenne est caché aux Français par les élites politiques et médiatiques, unies autour du « oui » (pages 1, 14, 15 et 18). Une fois les articles décryptés, que reste-t-il des droits sociaux promis, des services publics, de la défense commune, de la démocratie (pages 16 et 17) ?

REPRÉSENTATIONS. Oubliant le discours révolutionnaire, la Chine, à la recherche de

pétrole, se tourne vers l'Afrique (pages 6 et 7) et vers la Russie (page 8). Entre la passion du documentaire (page 28) et le plaisir de la fiction dans *La Guerre des étoiles* (page 3), l'idéologie n'est jamais loin. Le pape Jean Paul II sut habilement utiliser les images (page 10). Si l'on garde en mémoire les cassettes épouvantables diffusées par des extrémistes irakiens, nombre des messages vidéo des résistants sont d'une tout autre facture (page 9). Enfermés dans une vision sexiste du couple, certains hommes frappent ou tuent leur compagne, qu'ils vivent dans des banlieues populaires ou dans les beaux quartiers (pages 12 et 13).

Lire le sommaire détaillé page 32.

FACES CACHÉES DE LA SECONDE GUERRE MONDIALE

Leçons d'histoire

PAR IGNACIO RAMONET

ILY A SOIXANTE ANS, LE 8 MAI 1945, avec l'effondrement du III^e Reich allemand, la seconde guerre mondiale prenait fin en Europe. Elle devait encore se poursuivre en Asie jusqu'au 2 septembre 1945 lorsque, sur le pont du cuirassé américain *Missouri*, les représentants du Japon, assommés par les premières bombes atomiques, signèrent la reddition de leur pays.

Faut-il encore reparler de ce conflit, alors que la grande chorale des médias nous assène, à l'occasion des multiples cérémonies de commémoration (1) – débarquement de Normandie, libération de Paris, délivrance d'Auschwitz puis de Buchenwald, chute de Berlin –, des images pléthoriques et des commentaires interminables sur ses principaux épisodes ? La réponse est oui. Pour une raison simple : le cérémonial même des commémorations enterre et étouffe le sens de l'événement. Le paradoxe est le suivant : les médias rappellent... pour mieux faire oublier.

L'historien Eric Hobsbawm nous a mis en garde : « Aujourd'hui, affirme-t-il, l'histoire est plus que jamais révisée ou même inventée par des gens qui ne souhaitent pas connaître le passé véritable, mais seulement un passé qui s'accorde à leurs intérêts. Notre époque est celle de la grande mythologie historique (2). »

Au fur et à mesure que le temps nous éloigne des faits, les témoins directs disparaissent, les leçons tirées à chaud des événements s'estompent, se brouillent. Et les grands médias, qui ne possèdent pas la rigueur des historiens, reconstruisent, au gré des modes, un passé trop souvent déterminé, corrigé, rectifié... par le présent. Un passé expurgé, épuré, lavé de tout ce qui pourrait, aujourd'hui, faire désordre. A cet égard – autre paradoxe –, il y a peu de différences entre cette nouvelle « histoire officielle » et la censure d'Etat dans les pays non démocratiques. Dans les deux cas, c'est ce passé révisé que reçoivent les jeunes générations. Et c'est contre une telle distorsion de l'histoire qu'il faut s'insurger.

La seconde guerre mondiale fut le moment central du XX^e siècle. L'un des événements les plus violents et les plus marquants de l'histoire de l'humanité. En premier lieu par sa démesure, son ampleur inégalée. Avec l'extension et l'intensification progressive du conflit, le champ de bataille s'étendit à toute la planète et toucha tous les continents, sauf l'Antarctique. En 1945, presque tous les Etats indépendants se retrouvèrent impliqués dans la guerre. Les grandes puissances impériales avaient entraîné dans l'affrontement, de gré ou de force, leurs colonies d'Afrique et d'Asie. Et tous les pays d'Amérique latine avaient fini par s'engager en faveur de la cause alliée (3), le Brésil allant jusqu'à constituer un corps expéditionnaire qui combattit en Italie. Au moment de la chute du Reich hitlérien, seuls neuf Etats dans le monde (Afghanistan, Danemark, Espagne, Irlande, Mongolie, Népal, Portugal, Suède et Suisse) demeuraient officiellement neutres.

Le nombre de soldats mobilisés dépassa tout ce qu'on avait pu connaître auparavant. Alors que, en Asie, les Japonais poursuivaient une guerre sans fin pour se rendre maîtres de la Chine, l'Allemagne mobilisa, en 1939, 3 millions de soldats au sein de la Wehrmacht pour occuper la Pologne. Elle allait bientôt en aligner 6 millions pour entreprendre une « guerre préventive » contre l'Union soviétique, qui devait à son tour lui opposer des forces dépassant les 11,5 millions d'hommes... Et, lorsque les Etats-Unis entrèrent dans la guerre, après avoir été eux-mêmes victimes d'une « attaque préventive » des Japonais à Pearl Harbor le 7 décembre 1941, ils ne mobilisèrent pas moins de 12 millions de soldats...

Cette guerre planétaire fut aussi une « guerre totale », qui se caractérisa par l'extension de la « zone meurtrière » bien au-delà du champ de bataille proprement dit. Les populations civiles de toute l'Europe, de Russie occidentale et d'Asie orientale eurent à souffrir des opérations militaires, de la proximité des divers fronts, des ratisages, des répressions, ou de bombardements systématiques. Sans parler des persécutions et des massacres, pour des motifs idéologiques ou en raison de politiques raciales, dont furent victimes des millions de civils (en particulier les juifs européens, les Tziganes, les Chinois et les Coréens) de la part des Etats de l'Axe (Allemagne, Italie, Japon), surtout en Europe orientale et en Chine.

Le coût en vies humaines est le plus élevé de l'histoire. On estime le nombre total de morts à environ 50 millions. Le bilan fut plus lourd en Europe qu'en Asie, et beaucoup plus à l'est de l'Europe qu'à l'ouest. L'armée soviétique – l'Armée rouge –, à elle seule, perdit quelque 14 millions d'hommes : 11 millions sur les champs de bataille (dont 2 millions sur les fronts d'Extrême-Orient) et 3 millions dans les camps allemands de prisonniers. Certaines grandes batailles, comme Stalingrad (septembre 1942-février 1943), le débarquement de Normandie (juin 1944) ou la prise de Berlin (20 avril-8 mai 1945), se révélèrent plus meurtrières que les pires affrontements de la première guerre mondiale.

laires japonais minimisent ce crime. Ce qui, à juste titre, rend furieux les Chinois et les Coréens, comme on l'a encore vu en avril dernier à Pékin lors de grandes manifestations antijaponaises. Contrairement à l'Allemagne, le Japon n'a jamais reconnu de manière convaincante ses abominables crimes de guerre contre les civils chinois et coréens.

Partout, la famine décima des populations assiégées. Ainsi, à Leningrad (aujourd'hui Saint-Petersbourg), plus de 500 000 civils périrent de privations entre novembre 1941 et janvier 1944. Il y eut également les pilonnages massifs des villes. L'ensemble des belligérants abandonna tout scrupule à l'égard des grandes agglomérations sans défense. A commencer par les forces hitlériennes qui, du 10 septembre 1940 jusqu'au 15 mai 1941, multiplièrent les raids aériens contre les cités anglaises (dont Coventry), provoquant la mort de plus de 50 000 civils. Comme bien d'autres villes, Varsovie fut détruite de fond en comble, de novembre à décembre 1944, par les troupes allemandes en retraite. Les Alliés répliquèrent le 13 février 1945 par la destruction de Dresde, qui fit des dizaines de milliers de victimes civiles, dont de nombreux réfugiés. Puis, les 8 et 11 août 1945, les villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki furent rayées de la carte par les premiers bombardements atomiques de l'histoire.

Il y eut aussi les exodes ou les marches forcées qui causèrent des victimes sans nombre parmi les prisonniers de guerre, les déportés ou les populations déplacées ; dans la seule année 1945, par exemple, plus de 2 millions d'Allemands trouvèrent la mort alors qu'ils fuyaient à pied, vers l'ouest, devant l'avancée des forces soviétiques. Et il y eut surtout le crime des crimes, l'extermination systématique par les nazis, pour des raisons de haine antisémite, de 6 des 12 millions de juifs européens.

Par ses dimensions apocalyptiques, et par les ouragans de violence, de cruauté et de mort qu'elle fit souffler sur le monde, la seconde guerre mondiale bouleversa non seulement la géopolitique internationale, mais tout simplement les mentalités. Pour les générations qui vécurent cette guerre et survécurent à ses violences, plus rien ne pouvait être comme avant. Au cours de ce conflit, l'homme avait plongé dans une sorte d'abîme du mal, il en était venu en quelque sorte à se déshumaniser. Tout particulièrement à Auschwitz. Et il fallait procéder, une fois la guerre finie, à une régénération, une reconstruction de l'esprit humain. Une réhumanisation de l'homme.

TEL QUE NOUS LE CONNAISSONS AUJOURD'HUI, le monde demeure largement façonné par le traumatisme causé par cette guerre. Des leçons ont été tirées, et notamment deux :

– en premier lieu, qu'il faut à tout prix éviter un conflit de même nature. Ce qui a conduit la communauté internationale à se doter, dès 1945, d'un instrument inédit : l'Organisation des Nations unies (ONU), dont le but premier reste d'empêcher les guerres ;

– en second lieu, que les théories fasciste et national-socialiste ainsi que le militarisme impérial japonais demeurent coupables d'avoir jeté le monde dans l'abîme d'une guerre aussi abominable. Que des régimes politiques fondés sur l'antisémitisme, sur la haine raciale ou sur la discrimination constituent des dangers non seulement pour leur propre peuple, mais pour toute l'humanité. C'est d'ailleurs pourquoi, tout naturellement, la seconde guerre mondiale fut suivie par la naissance d'Israël et par le grand réveil des peuples colonisés d'Afrique et d'Asie.

Mais les vainqueurs eux-mêmes paraissent avoir oublié les leçons de cette guerre. Ainsi, par exemple, la Russie du président Vladimir Poutine se déshonore par sa répression aveugle et son abus de la force en Tchétchénie. Et, aux Etats-Unis, l'administration du président George W. Bush se sert des odieux attentats du 11-Septembre comme prétexte pour remettre en cause l'Etat de droit. Washington a rétabli le principe de la « guerre préventive » pour envahir l'Irak, a créé des « camps de détention » pour prisonniers dépouillés de leurs droits et tolère la pratique de la torture.

Ces gravissimes entorses n'empêcheront nullement MM. Poutine et Bush de trôner, le 8 mai, bien au centre des cérémonies en souvenir de la défaite du III^e Reich. Peu de médias oseront leur rappeler qu'ils usurpent leur place pour avoir trahi les grands idéaux de la victoire de 1945.

(1) Lire Dominique Vidal, « Commémorations... », *Le Monde diplomatique*, mars 2005.

(2) Eric Hobsbawm, *Interesting Times. A Twentieth-Century Life*, Pantheon Books, Londres, 2003.

(3) La seconde guerre mondiale opposa les Alliés, c'est-à-dire les Etats démocratiques rassemblés autour des Etats-Unis et du Royaume-Uni, ainsi que l'Union soviétique, aux pays de l'Axe (Allemagne, Italie, Japon).



GALERIE PASCAL POLAR, BRUXELLES

Chez les Alliés, le total des morts au combat fut de 300 000 Américains, 250 000 Britanniques et 200 000 Français. Le Japon perdit 1,5 million de combattants. Mais une des principales causes de pertes en vies humaines fut l'affrontement, à l'est de l'Europe, entre la Wehrmacht et l'Armée rouge, qui se solda par la mort d'au moins 11 millions de soldats des deux camps et fit plus de 25 millions de blessés...

POUR LA PREMIÈRE FOIS AU COURS D'UNE GUERRE, le nombre de victimes civiles dépassa de loin celui des militaires morts au combat. De surcroît, les civils furent souvent victimes d'atrocités, commises pour terroriser l'adversaire. Ainsi, en Asie, le Japon, qui avait envahi la Chine du Nord dès 1937 et occupé Pékin, lança son armée sur Nankin, où siégeait alors le gouvernement chinois, qui décida de résister. Ayant pris Nankin, l'armée japonaise se livra à un véritable massacre. Les plus de 200 000 Chinois qui se trouvaient encore dans la ville furent tous exécutés dans d'horribles conditions. Les femmes furent sauvagement violées, des hommes et des enfants enterrés vivants ou suppliciés selon des directives précises. La ville fut mise à sac puis brûlée.

Le prince Asakasa, premier responsable de ce carnage, ne fut jamais inquiété après la guerre. Encore aujourd'hui, certains manuels sco-

Dossier contre l'oubli

PAGES 20 ET 21

Armées oubliées de l'Asie britannique, par **CHRISTOPHER BAYLY** et **TIM HARPER**

La guerre d'Algérie a commencé à Sétif, par **MOHAMMED HARBI**

PAGES 22 ET 23

Ainsi Hitler acheta les Allemands, par **GÖTZ ALI**

De l'« euthanasie » à la « solution finale », par **SUSANNE HEIM**

PAGES 24 ET 25

L'Union soviétique par pertes et profits, par **ANNIE LACROIX-RIZ**

Ces femmes courageuses de la Rosenstrasse, par **DOMINIQUE VIDAL**

ON SAIT PEU DE CHOSSES DE KARL WALDMANN, L'ARTISTE DONT LES COLLAGES ACCOMPAGNENT CE DOSSIER. IL SERAIT NÉ ENTRE 1890 ET 1900 PRÈS DE DRESDE ET AURAIT DISPARU EN URSS VERS 1958, SANS DOUTE DANS UN CAMP DE TRAVAIL. C'EST EN 1989, APRÈS LA CHUTE DU MUR DE BERLIN, QUE SON ŒUVRE A ÉTÉ EXHUMÉE. IL RESTE UNE AUTRE ÉNIGME : COMMENT 800 COLLAGES D'UNE TELLE FORCE ONT-ILS PU ÉCHAPPER DURANT TANT D'ANNÉES À LA MOINDRE PUBLICATION ? SES ŒUVRES ÉVOQUENT LE CONSTRUCTIVISME, LE DADAÏSME, LE TRAVAIL D'ARTISTES COMME ALEXANDRE RODTCHENKO, EL LISSITZKY, KURT SCHWITTERS OU JOHN HEARTHFIELD. ON DÉCOUVRE ICI UN ART TOURNÉ VERS L'AVENIR ET LA MODERNITÉ, OÙ L'HISTOIRE ET L'ENGAGEMENT POLITIQUE OCCUPENT UNE PLACE ESSENTIELLE.

Armées oubliées

EN DÉCEMBRE 1941, quelques jours après l'attaque de Pearl Harbor (1), les troupes japonaises s'installèrent à Kelantan, au nord-est de la Malaisie britannique. En moins de six semaines, elles étaient parvenues à battre les défenseurs britanniques démoralisés, à s'emparer de Singapour et à prendre le contrôle des ressources de la riche péninsule malaisienne. Misant sur une victoire éclatante qui aurait écarté définitivement l'armée britannique de la guerre et amené les Etats-Unis à s'asseoir à la table des négociations, l'état-major japonais décida d'attaquer la Birmanie britannique.

En passant par la Thaïlande, les Japonais piégèrent une fois encore les soldats anglais et, vers la fin du mois de février 1942, s'approchèrent de Rangoon, la capitale birmane. Trois mois plus tard, confrontés à une mousson précoce, ils se postèrent à la frontière de l'Empire britannique des Indes, alors en pleine effervescence anticoloniale. Le vieil empire âgé de deux cents ans semblait sur le point de s'effondrer. Alan Brooke, chef de l'état-major impérial, écrivit dans son journal : « *J'étais loin d'imaginer que nous tomberions si vite en morceaux et qu'en moins de trois mois Singapour et Hongkong seraient perdus* (2). »

Pendant les trois années qui suivirent, l'armée britannique reprend progressivement l'offensive, construisant une force efficace à partir de troupes anglaises, indiennes et africaines, soutenues par l'aviation américaine. Au cours des premiers mois de l'année 1944, sous le commandement de lord Louis Mountbatten et du général William Slim - l'un des soldats britanniques les plus respectés de la guerre - cette armée contra d'abord une seconde tentative d'invasion japonaise de l'Inde à Imphal et Kohima, dans l'Assam. Puis le 14^e bataillon de Slim rentra en Birmanie et reprit Rangoon quasiment trois ans jour pour jour après qu'elle eût été perdue. L'armée japonaise subit une des défaites terrestres les plus cinglantes de son histoire, perdant plus de 100 000 hommes (3). Peu après le bombardement atomique sur Hiroshima et Nagasaki, les 6 et 9 août 1945, les troupes anglaises et indiennes occupèrent la Malaisie et même, pendant un temps, à l'automne 1945, l'Indonésie et le sud de l'Indochine française.

Après le jour de la victoire, le 8 mai 1945, les troupes britanniques postées en Orient, « *armées oubliées* », n'en continuèrent pas moins les combats pendant trois mois après la chute de Berlin, mais leur ténacité et leurs exploits furent injustement éclipsés par la guerre contre l'Allemagne. Les protestations se firent plus fortement entendre lorsque ces troupes se trouvèrent entraînées dans des combats sanglants et inutiles contre la guérilla du Viet-Minh en Indochine et contre les nationalistes de Sukarno en Indonésie.

Malgré tout, des légendes héroïques se développèrent autour des événements mémorables de la guerre britannique en Orient. Ainsi l'histoire d'Orde Wingate, ce commandant des forces spéciales qui combattit, avec ses brigades indiennes chindit, à l'arrière des lignes japonaises en 1943-1944. Ainsi la Force 136, l'unité de combat qui appuya les guérillas chinoises contre les Japonais dans les jungles malaisiennes tout au long de la guerre. Sans oublier le formidable engagement du 14^e bataillon du général Slim contre les forces japonaises sur les plus hauts cols de l'Assam et du nord de la Birmanie. Plus sombre, le récit des souffrances endurées par les Alliés sur la voie de chemin de fer construite par les Japonais entre la Thaïlande et la Birmanie : cette histoire devint une parabole de la force d'âme chrétienne affrontant la cruauté barbare des Orientaux. Environ dix ans après la fin de la guerre, le Français Pierre Boulle décida d'écrire une fiction à partir de ces événements. Son livre soulignait la rigidité d'esprit des militaires anglais. Plus tard, le climat de célébration patriotique commença à changer avec le film de David Lean, *Le Pont de la rivière Kwai*.

Soixante ans après, alors que nous entrons dans le siècle de l'Asie, il est grand temps de reconsidérer ces faits d'un point de vue asiatique. Les conquêtes des nazis et celles des Japonais ont eu des conséquences très différentes sur les peuples occupés. En 1941, lors de leur première incursion en Asie du Sud-Est, les Japonais n'apparaissent pas aux yeux de ces peuples comme des envahisseurs féroces, hormis pour les Chinois, très informés d'événements comme le « viol de Nankin », en 1937. Au contraire, on percevait généralement les Japonais comme des libérateurs à même de balayer des colonialismes européens corrompus et décadents et d'ouvrir l'ère de « l'Asie pour les Asiatiques ». D'autant que les régimes britannique, français et néerlandais paraissaient de plus en plus oppresseurs à mesure que la Grande Dépression des années 1930 écrasait la paysannerie sous le poids de la dette et que les régimes coloniaux réprimaient les soulèvements qui s'ensuivaient. La jeunesse asiatique admirait l'empire du Soleil-Levant pour sa grande modernisation du XIX^e siècle et pour sa victoire sur la Russie en 1904-1905. Au lendemain de la première guerre mondiale, des hommes d'affaires et des spécialistes japonais s'étaient discrètement répandus sur tout le Sud-Est asiatique. Lors de l'invasion de la Malaisie, en 1941, un sympathisant malaisien, parlant d'un ex-résident travaillant comme espion japonais, disait : « *C'était un simple coiffeur qui savait jouer au tennis... Pourquoi les Britanniques ne se sont-ils pas méfiés des gens comme lui* (4) ? »

En 1941, lors de l'invasion japonaise, des rapports des services secrets britanniques estimèrent que 10 % de la population - essentiellement au sein des minorités karens et shans - soutenaient la Grande-

On ignore généralement, en Occident, ce que fut la guerre en Asie. La colère que vient de susciter en Chine un nouveau manuel scolaire japonais a rappelé les crimes épouvantables commis par l'armée de Tokyo. Pourtant, celle-ci trouva des alliés dans les pays qu'elle occupait : des mouvements pour qui le colonisateur britannique était l'ennemi principal...

PAR CHRISTOPHER BAYLY
ET TIM HARPER *



Bretagne et 10 % le Japon, le reste attendant de voir comment les choses tourneraient. Mais, ce faisant, ils sous-estimèrent la détermination des groupes de radicaux malaisiens, birmanes et indiens, qui collaborèrent activement avec les forces japonaises dans l'espoir d'obtenir ainsi l'indépendance.

En Birmanie, par exemple, une section du jeune parti nationaliste, le Thakins, avait déjà été entraînée par les forces japonaises sur l'île de Hainan. Lorsque l'invasion commença, l'Armée de l'indépendance de la Birmanie (BIA) regagna sa terre natale sur les traces de l'armée japonaise, avec l'espoir d'être traitée en alliée et non en vassale. Suzuki Keiji, commandant japonais de l'opération commune, était un fervent partisan de la libération de l'Asie. Mais le plus célèbre chef de la BIA fut Aung San, père de l'actuelle chef de l'opposition birmane Aung San Suu Kyi, toujours maintenue à résidence par la junte militaire. Le père, étudiant débraillé mais nationaliste passionné, commença dès cette époque à douter de la volonté du Japon d'accorder l'indépendance à son pays. Même la formation, pendant l'été 1943, du gouvernement birman prétendument indépendant du Dr Ba Maw ne modifia pas sa conviction. Aung San se mit secrètement à préparer un soulèvement contre les Japonais - certains de ses collègues communistes avaient déjà pris contact avec les autorités britanniques en Inde (5).

En Malaisie, de jeunes radicaux musulmans avaient soutenu les Japonais dans l'espoir d'une rapide transition vers l'indépendance. Ils furent vite déçus : lorsque la Malaisie tomba, leur leader naturel, Mustapha Hussain, lança à ses partisans : « *Cette victoire n'est pas la nôtre !* » Il faut dire que la longue histoire sino-japonaise s'était assombrie. A partir de 1937, les Chinois d'outre-mer avaient combattu le Japon avec leur portefeuille : ils auraient, estime-t-on,

financé un tiers des dépenses de guerre du régime nationaliste de Tchang Kai Chek (6). La revanche des Japonais fut terrible. Des dizaines de milliers de Chinois vivant en Malaisie et à Singapour furent décimés en février-mars 1942 par l'Armée impériale lors des massacres dits *sook ching* (7). Ceux qui parvinrent à fuir dans la jungle s'engagèrent dans une longue guérilla contre l'occupant, aidés par des agents des forces spéciales britanniques dites Force 136 (8). La domination japonaise en Malaisie n'en resta pas moins très solide jusqu'aux dernières semaines de la guerre.

Sa force tenait notamment aux sentiments antianglais éprouvés par la majorité des Indiens - hommes d'affaires, travailleurs et ouvriers agricoles installés dans la région. Ils étaient galvanisés par la présence parmi eux de l'Armée nationale indienne (INA), composée en 1943 d'environ 40 000 hommes, principalement des soldats indiens de l'armée britannique des Indes, capturés par les Japonais lors de la prise de Singapour en 1942. Même avant l'invasion, beaucoup d'entre eux, à l'instar du général Mohan Singh, leur premier leader, avaient été victimes du racisme de la société coloniale britannique. Ils furent horrifiés par le sort de dizaines de milliers de pauvres travailleurs indiens, morts au début de l'invasion en tentant de rejoindre leur pays à pied. Beaucoup de soldats, nationalistes de cœur, se sentirent libérés de leurs obligations à l'égard du roi-empereur britannique. D'autres furent simplement contraints de se rallier à l'INA.

LA CHUTE DU RÉGIME COLONIAL et la fuite ignominieuse de leurs anciens maîtres blancs convainquirent la plupart d'entre eux que c'en était fini de l'empire. La répression par les autorités britanniques du mouvement « Quittez l'Inde ! », lancé par Gandhi à l'automne 1942, ne fit qu'accentuer leur mépris de l'ordre colonial. Puis vint la terrible famine du Bengale, en 1943, qui coûta la vie à près de 3,5 millions d'Indiens : elle avait été directement causée par l'arrêt de l'importation par l'Inde de riz birman, après l'invasion japonaise, mais plongeait ses racines dans la faillite de l'économie coloniale. Tant les autorités coloniales en Inde que le cabinet de guerre à Londres ignorèrent cette tragédie, et la rendirent du coup plus horrible encore.

En 1943, Subhas Chandra Bose prit la tête de l'INA. Formé à Cambridge, ce radical rejetait les appels à la résistance non violente lancés par Gandhi, estimant que l'Inde devait se battre pour arracher sa liberté. Après son évasion d'une prison britannique de Calcutta, il prit d'abord contact avec les dirigeants nazis et fut alors amené par sous-marin sur le front de l'Est. Bose prit la direction du gouvernement Aza Hind (« Inde libre » en ourdou), un équivalent du gouvernement birman « indépendant » de Ba Maw, mais sans autre territoire que les îles Andaman et Nicobar. En 1944, Bose dirigea l'INA dans le combat contre l'armée britannique, l'armée impériale des Indes et l'armée américaine qui se massait dans l'Assam. Avant de partir, il emporta en guise de porte-bonheur, à la manière des soufis, un petit coffre d'argent contenant de la terre recueillie dans la tombe du dernier empereur moghol des Indes, mort en exil à Rangoon après la rébellion indienne de 1857. L'armée de Bose reprit le cri des troupes rebelles indiennes du siècle précédent : « *Chalo Delhi !* » (« Vers Delhi ! (9) »)

En définitive, les Japonais et leurs alliés, malgré leur nationalisme passionné, furent vaincus par les Alliés. L'INA et la BIA étaient trop mal équipées et trop peu nourries pour avoir raison de l'Inde britannique en 1944. Les troupes japonaises elles-mêmes furent débordées, dans toute l'Asie, par les forces navales massives des Américains et des Australiens. Elles devaient encore mener une guerre sanglante contre les forces chinoises au nord de Chungking, tout en faisant face à l'invasion alliée depuis l'Assam vers le nord de la Birmanie, sous la direction de Mountbatten et Slim, avec le soutien de l'aviation américaine (10).

Dans un dernier sursaut en Inde, l'Empire britannique était parvenu à mobiliser ses troupes de tout le sous-continent. Mais cette mobilisation fut indienne, et non britannique. Les véritables artisans de la victoire sur le front birman furent des soldats indiens, des paysans, des médecins, des infirmières et des hommes d'affaires. Ils savaient qu'il s'agissait d'un effort national et que la domination britannique touchait à sa fin. Beaucoup considérèrent, comme Gandhi, que l'INA était une armée de « patriotes égarés », mais ils n'acceptaient pas de voir les Anglais prendre leur revanche sur eux une fois la guerre terminée.

En 1945, lorsque les forces britanniques revinrent en Birmanie, puis, après le largage des bombes atomiques sur le Japon, en Malai-

(1) L'attaque surprise japonaise contre cette base navale américaine proche de Hawaï a eu lieu le 7 décembre 1941.

(2) 19 février 1942, cité dans Field Marshall Alan Brooke, *War Diaries 1939-1945*, Alex Danchev et Daniel Todman, Londres, 2001.

(3) Louis Allen, *Burma. The Longest War*, Phoenix Press, Londres, 1984.

(4) Mustapha Hussain, *Malay Nationalism before Unmo, 1910-1957*, Jomo K.S. Kuala Lumpur, à paraître, chapitres XXI-XXII.

(5) Ba Maw, *Breakthrough into Burma : Memoirs of a Revolution 1939-1946*, Yale UP, New Haven, 1968.

(6) C.F. Yong, *Tan Hah-Kee : the Making of an Overseas Chinese Legend*, Singapore, Oxford University Press, Oxford, 1989, p. 229-279.

(7) Expression chinoise signifiant le nettoyage par la purge.

(8) Cheah Boon Kheng, *Red Star over Malaya : Resistance and Social Conflict during and after Occupation of Malaya, 1941-1946*, U.P., Singapour, 1983.

(9) Leonard A. Gordon, *Brothers against the Raj : a Biography of Indian Nationalist Sarat and Subhas Chandra Bose*, Columbia University Press, New York, 1990.

(10) Sir William Slim, *Defeat into Victory*, Leo Cooper, Londres, 1955.

* Auteurs de *Forgotten Armies. The Fall of British Asia 1941-1945*, Penguin, Allen Lane (2004).

de l'Asie britannique

sie, en Indochine française et en Indonésie, certains estimèrent que le règne de l'Empire britannique des Indes perdurerait encore au moins une génération. Les Américains le pensaient aussi. Ils traduisaient les initiales de South East Asia Command (SEAC) par « Save England's Asian Colonies » (« Sauvez les colonies britanniques en Asie »). Mais le glas de l'empire avait bel et bien sonné. Dans toute la région, des armées de jeunes militants avaient pris l'initiative et entendaient expulser toutes les puissances européennes d'ici à dix ans.

En Birmanie, le départ de la Grande-Bretagne est intervenu dès 1948. L'armée d'Aung San se souleva contre les Japonais au début de l'année 1945 : les forces anglaises réinvestissant la campagne birmane, elles y trouvèrent un peuple armé et hostile (11). En 1946, lorsque, l'indépendance du sous-continent approchant, les Britanniques cédèrent progressivement le contrôle de l'armée indienne aux responsables politiques locaux, ils furent incapables d'utiliser celle-ci pour écraser les Birmans. Le nouveau gouvernement travailliste de Clement Attlee, élu en juin 1945, décida vite qu'il était impossible de conduire à la fois la reconstruction de la Grande-Bretagne et une guerre majeure en Asie. Les forces britanniques ne parvinrent pas non plus à en finir avec la révolte nationaliste dans les anciennes Indes orientales néerlandaises.

Durant l'hiver 1945, le général Douglas Gracey, commandant des forces britanniques, autorisa les forces françaises libres à reprendre le contrôle de l'Indochine. Mais la tutelle française elle-même avait ses limites (12). En Inde, l'INA, cette autre « armée oubliée », contribua beaucoup à transformer la fin de l'empire en défaite. Le climat général d'hostilité fut nettement renforcé par les procès visant les officiers de l'INA, qui eurent lieu dans le célèbre « Fort rouge » de l'Empire moghol à Delhi. L'arrêt de ces procès représenta l'acte symbolique marquant la fin de la domination britannique : même la « rébellion contre l'empereur-roi » ne pouvait plus être sanctionnée. L'Inde serait libre, quitte à devoir se diviser.

Seule la Malaisie allait rester encore plus de dix ans sous contrôle britannique. L'étain et le caoutchouc malaisiens étaient décisifs pour une économie britannique appauvrie par la guerre. Mais surtout les hommes d'affaires chinois et les conservateurs malaisiens apportèrent leur soutien au régime colonial quand le Parti communiste malaisien déclencha une révolte, en 1948. Dirigés par Chin Peng, un ancien allié de la Force 136, les communistes malaisiens constituèrent effectivement la dernière des « armées oubliées ». Bien que la « menace communiste » ait été écartée en 1955, Chin Peng ne signa l'armistice avec le gouvernement de Malaisie qu'en 1989. Il continue d'ailleurs de se battre pour avoir le droit de revenir dans son pays et de s'y recueillir sur les tombes de ses ancêtres (13).

MAIS LES « ARMÉES OUBLIÉES » de ce conflit ne rassemblèrent pas que des soldats. Elles incluaient aussi les grandes « armées » de travailleurs asiatiques, qui trimèrent et moururent dans les conditions terribles de la guerre à travers toute l'Asie britannique. En 1942, de gigantesques vagues de réfugiés indiens quittèrent la Birmanie pour rejoindre l'Inde. Des milliers d'entre eux périrent dans la boue et l'« enfer vert » des cols boisés du Manipur et de l'Assam. Le nombre de travailleurs asiatiques – hommes, femmes et enfants – morts lors de la construction du chemin de fer entre la Birmanie et le Siam est probablement dix fois supérieur au nombre de soldats faits prisonniers par les Alliés (14). Eux aussi sont largement oubliés. Des centaines de milliers de coolies indiens, d'ouvriers de l'industrie du thé, de membres de tribus durent – contraints ou dans l'espoir d'une récompense – s'engager aux côtés de l'armée britannique, des forces japonaises ou des guérillas. Dans toute la région, près de 100 000 femmes, adultes et adolescentes, furent réquisitionnées comme esclaves sexuelles, au même titre que les « femmes de réconfort » japonaises (15). Les survivantes se battent encore pour que l'on reconnaisse et que l'on répare ces crimes.

C'est sans doute le souvenir de ces « armées oubliées » qui perdure le plus dans une région où la mémoire de la guerre reste très différenciée. En Inde, elle représente une période héroïque de la lutte nationale : Subhas Chandra Bose est le personnage principal d'un nouveau film du cinéaste indien Shyam Benegal. En Birmanie, le souvenir d'Aung San gêne encore la junte militaire au pouvoir, en la personne de sa fille Aung San Suu Kyi. En Malaisie et à Singapour, la guerre reste une période noire dont les peuples de la région sortirent avec un sens renouvelé de l'autodétermination. A Singapour, des hommes politiques comme l'ancien premier ministre Lee Kuan Yew voient dans les difficultés et les souffrances partagées le creuset d'une nouvelle conscience nationale. Mais, en Malaisie, la guerre évoque plutôt les désordres et les conflits ethniques (16). Les événements de 1941-1945 disparaissent peu à peu de la mémoire des vivants. Leur connaissance est indispensable aux jeunes générations.

CHRISTOPHER BAYLY ET TIM HARPER.

(11) Angelene Naw, *Aung San and the Struggle for Burmese Independence*, Silkwork Books, Copenhague, 2001 ; Mary P. Callahan, *Making Enemies. War and State Building in Burma*, Cornell University Press, Ithaca, New York, 2004.

(12) John Springhall, « Kicking out the Vietnam. How Britain allowed France to reoccupy south Indochina », dans *Journal of Contemporary History*, 40.1 (2005), p. 115-130.

(13) Chin Peng, *My Side of History*, Media Masters, Singapour, 2004.

(14) Michiko, Nakahara, « Labour recruitment in Malaya under the Japanese occupation : the case of the Burma Siam railway », in *Rethinking Malaysia*, Jomo K.S., Kuala Lumpur, 1997, p. 215-245.

(15) Yuki Tanaka, *Japan's Comfort Women : Sexual Slavery and Prostitution During World War II and the US Occupation*, Routledge, Londres, 2002.

(16) Patricia Lim Pui Huen et Diana Wong (sous la dir. de), *War and Memory in Malaysia and Singapore*, Institute of Southeast Asian Studies, Singapour, 2000.

La guerre d'Algérie a commencé à Sétif

Le 8 mai 1945, tandis que la France fêtait la victoire, son armée massacrait des milliers d'Algériens à Sétif et à Guelma. Ce traumatisme radicalisera irrévocablement le mouvement national.

PAR
MOHAMMED HARBI *

DÉSIGNÉS PAR EUPHÉMISME sous l'appellation d'« événements » ou de « troubles du Nord constantinois », les massacres du 8 mai 1945 dans les régions de Sétif et de Guelma sont considérés rétrospectivement comme le début de la guerre algérienne d'indépendance. Cet épisode appartient aux lignes de clivage liées à la conquête coloniale.

La vie politique de l'Algérie, plus distincte de celle de la France au fur et à mesure que s'affirme un mouvement national, a été dominée par les déchirements résultant de cette situation. Chaque fois que Paris s'est trouvé engagé dans une guerre, en 1871, en 1914 et en 1940, l'espoir de mettre à profit la conjoncture pour réformer le système colonial ou libérer l'Algérie s'est emparé des militants. Si, en 1871 en Kabylie et dans l'Est algérien et en 1916 dans les Aurès, l'insurrection était au programme, il n'en allait pas de même en mai 1945. Cette idée a sans doute agité les esprits, mais aucune preuve n'a pu en être avancée, malgré certaines allégations.

La défaite de la France en juin 1940 a modifié les données du conflit entre la colonisation et les nationalistes algériens. Le monde colonial, qui s'était senti menacé par le Front populaire – lequel avait pourtant, sous sa pression, renoncé à ses projets sur l'Algérie –, accueille avec enthousiasme le pétainisme, et avec lui le sort fait aux juifs, aux francs-maçons et aux communistes.

Avec le débarquement américain, le climat se modifie. Les nationalistes prennent au mot l'idéologie anticolonialiste de la Charte de l'Atlantique (12 août 1942) et s'efforcent de dépasser leurs divergences. Le courant assimilationniste se désagrège. Aux partisans d'un soutien inconditionnel à l'effort de guerre allié, rassemblés autour du Parti communiste algérien et des « Amis de la démocratie », s'opposent tous ceux qui, tel le chef charismatique du Parti du peuple algérien (PPA), Messali Hadj, ne sont pas prêts à sacrifier les intérêts de l'Algérie colonisée sur l'autel de la lutte antifasciste.

Vient se joindre à eux un des représentants les plus prestigieux de la scène politique : Ferhat Abbas. L'homme qui, en 1936, considérait la patrie algérienne comme un mythe se prononce pour « une République autonome fédérée à une République française renouée, anticoloniale et anti-impérialiste », tout en affirmant ne rien renier de sa culture française et occidentale. Avant d'en arriver là, Ferhat Abbas avait envoyé aux autorités françaises, depuis

l'accession au pouvoir de Pétain, des mémorandums qui restèrent sans réponse. En désespoir de cause, il transmet aux Américains un texte signé par 28 élus et conseillers financiers, qui devient le 10 février 1943, avec le soutien du PPA et des oulémas, le *Manifeste du peuple algérien*.

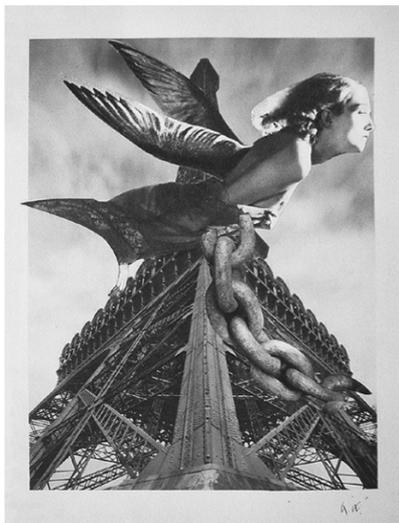
Alors, l'histoire s'accélère. Les gouvernants français continuent à se méprendre sur leur capacité à maîtriser l'évolution. De Gaulle n'a pas compris l'authenticité des poussées nationalistes dans les colonies. Contrairement à ce qui a été dit, son discours de Brazzaville, le 30 janvier 1944, n'annonce aucune politique d'émancipation, d'autonomie (même interne). « Cette incompréhension se manifeste au grand jour avec l'ordonnance du 7 mars 1944 qui, reprenant le projet Blum-Violette [avorté] de 1936, accorde la citoyenneté française à 65 000 personnes environ et porte à deux cinquièmes la proportion des Algériens dans les assemblées locales », écrit Pierre Mendès France à André Nouschi (1). Trop peu et trop tard : ces miniréformes ne touchent ni à la domination française ni à la prépondérance des colons, et l'on reste toujours dans une logique où c'est la France qui accorde des droits...

L'ouverture de vraies discussions avec les nationalistes s'imposait. Mais Paris ne les considère pas comme des interlocuteurs. Leur riposte à l'ordonnance du 7 mars intervient le 14 : à la suite d'échanges de vues entre Messali Hadj pour les indépendantistes du PPA, Cheikh Bachir El Ibrahim pour les oulémas et Ferhat Abbas pour les autonomistes, l'unité des nationalistes se réalise au sein d'un nouveau mouvement, les Amis du Manifeste et de la liberté (AML). Le PPA s'y intègre en gardant son autonomie. Plus rompus aux techniques de la politique moderne et à l'instrumentalisation de l'imaginaire islamique, ses militants orientent leur action vers une délégitimation du pouvoir colonial. La jeunesse urbaine leur emboîte le pas. Partout, les signes de désobéissance se multiplient. Les antagonismes se durcissent. La colonie européenne et les juifs autochtones prennent peur et s'agitent.

Au mois de mai 1945, lors du congrès des AML, les élites plébésiennes du PPA affirmeront leur suprématie. Le programme initial convenu entre les chefs de file du nationalisme – la revendication d'un Etat autonome fédéré à la France – sera rangé au magasin des accessoires. La majorité optera pour un Etat séparé de la France et uni aux autres pays du Maghreb et proclamera Messali Hadj « leader incontesté du peuple algérien ». L'administration s'affolera et fera pression sur Ferhat Abbas pour qu'il se dissocie de ses partenaires.

Cette confrontation s'était préparée dès avril. Les dirigeants du PPA – et plus précisément les activistes, avec à leur tête le Dr Mohamed Lamine Debaghine – sont séduits par la perspective d'une insurrection, espérant que le réveil du millénarisme et l'appel au djihad favoriseront le succès de leur entreprise. Mais leur projet irréaliste avorte. Dans le camp colonial, où l'on craint de voir les Algériens rejeter les « Européens » à la mer, le complot mis au point par la haute administration, à l'instigation de Pierre-René Gazagne, haut fonctionnaire du Gouvernement général, pour décapiter les AML et le PPA prend jour après jour de la consistance.

L'enlèvement de Messali Hadj et sa déportation à Brazzaville, le 25 avril 1945, après les incidents de Reibell, où il est assigné à résidence, préparent l'in-



centie. La crainte d'une intervention américaine à la faveur de démonstrations de force nationalistes hantait certains, dont l'islamologue Augustin Berque (2). Exaspéré par le coup de force contre son leader, le PPA fait de la libération de Messali Hadj un objectif majeur et décide de défiler à part le 1^{er} mai, avec ses propres mots d'ordre, ceux de la CGT et des PC français et algérien restant muets sur la question nationale. A Oran et à Alger, la police et des Européens tirent sur le cortège nationaliste. Il y a des morts, des blessés, de nombreuses arrestations, mais la mobilisation continue.

Le 8 mai, le Nord constantinois, délimité par les villes de Bougie, Sétif, Bône et Souk-Ahras et quadrillé par l'armée, s'apprête, à l'appel des AML et du PPA, à célébrer la victoire des alliés. Les consignes sont claires : rappeler à la France et à ses alliés les revendications nationalistes, et ce par des manifestations pacifiques. Aucun ordre n'avait été donné en vue d'une insurrection. On ne comprendrait pas sans cela la limitation des événements aux régions de Sétif et de Guelma. Dès lors, pourquoi les émeutes et pourquoi les massacres ?

La guerre a indéniablement suscité des espoirs dans le renversement de l'ordre colonial. L'évolution internationale les conforte. Les nationalistes, PPA en tête, cherchent à précipiter les événements. De la dénonciation de la misère et de la corruption à la défense de l'islam, tout est mis en œuvre pour mobiliser. « Le seul môle commun à toutes les couches sociales reste (...) le djihad, compris comme arme de guerre civile plus que religieuse. Ce cri provoque une terreur sacrée qui se mue en énergie guerrière », écrit l'historienne Annie Rey-Goldzeiguer (3). La maturité politique n'était pas au rendez-vous chez les ruraux, qui ne suivaient que leurs impulsions.

Chez les Européens, une peur réelle succède à l'anxiété diffuse. Malgré les changements, l'égalité avec les Algériens leur reste insupportable. Il leur faut coûte que coûte écarter cette alternative. Même la pâle menace de l'ordonnance du 7 mars 1944 les effraie. Leur seule réponse, c'est l'appel à la constitution de milices et à la répression. Ils trouvent une écoute chez Pierre-René Gazagne, chez le préfet de Constantine Lestrade Carbonnel et le sous-préfet de Guelma André Achiary, qui s'assignent pour but de « crever l'abcès ».

A Sétif, la violence commence lorsque les policiers veulent se saisir du drapeau du PPA, devenu depuis le drapeau algérien, et des banderoles réclamant la libération de Messali Hadj et l'indépendance. Elle s'étend au monde rural, où l'on assiste à une levée en masse des tribus. A Guelma, les arrestations et l'action des milices déclenchent les événements, incitant à la vengeance contre les colons des environs. Les civils européens et la police se livrent à des exécutions massives et à des représailles collectives. Pour empêcher toute enquête, ils rouvrent les charniers et incinèrent les cadavres dans les fours à chaux d'Héliopolis. Quant à l'armée, son action a fait dire à un spécialiste, Jean-Charles Jauffret, que son intervention « se rapproche plus des opérations de guerre en Europe que des guerres coloniales traditionnelles (4) ». Dans la région de Bougie, 15 000 femmes et enfants doivent s'agenouiller avant d'assister à une prise d'armes.

Le bilan des « événements » prête d'autant plus à contestation que le gouvernement français a mis un terme à la commission d'enquête présidée par le général Tubert et accordé l'impunité aux tueurs. Si on connaît le chiffre des victimes européennes, celui des victimes algériennes recèle bien des zones d'ombre. Les historiens algériens (5) continuent légitimement à polémiquer sur leur nombre. Les données fournies par les autorités françaises n'entraînent pas l'adhésion. En attendant des recherches impartiales (6), convenons avec Annie Rey-Goldzeiguer que, pour les 102 morts européens, il y eut des milliers de morts algériens.

Les conséquences du séisme sont multiples. Le compromis tant recherché entre le peuple algérien et la colonie européenne apparaît désormais comme un vœu pieux.

En France, les forces politiques issues de la Résistance se laissent investir par le parti colonial. « Je vous ai donné la paix pour dix ans ; si la France ne fait rien, tout recommencera en pire et probablement de façon irrémédiable », avait averti le général Duval, maître d'œuvre de la répression. Le PCF – qui a qualifié les chefs nationalistes de « provocateurs à gages hitlériens » et demandé que « les meneurs soient passés par les armes » – sera, malgré son revirement ultérieur et sa lutte pour l'amnistie, considéré comme favorable à la colonisation. En Algérie, après la dissolution des AML le 14 mai, les autonomistes et les oulémas accusent le PPA d'avoir joué les apprentis sorciers et mettent fin à l'union du camp nationaliste. Les activistes du PPA imposent à leurs dirigeants la création d'une organisation paramilitaire à l'échelle nationale. Le 1^{er} novembre 1954, on les retrouvera à la tête d'un Front de libération nationale. La guerre d'Algérie a bel et bien commencé à Sétif le 8 mai 1945.

(1) André Nouschi, « Notes de lecture sur la guerre d'Algérie », dans *Relations internationales*, n° 114, 2003.

(2) C'est le père du grand islamologue Jacques Berque.

(3) Annie Rey-Goldzeiguer (1990), *Aux origines de la guerre d'Algérie 1940-1945. De Mers El Kébir aux massacres du Nord constantinois*, La Découverte, Paris, 2002.

(4) Jean-Charles Jauffret (1990), *La Guerre d'Algérie par les documents. Tome 1, L'Avertissement (1943-1946)*, Services historiques de l'armée de terre (SHAT), Paris.

(5) Redouane Aïnad Tabet, *Le 8 mai 1945 en Algérie*, OPU, Alger, 1987, et Boucif Mekhaled, *Chronique d'un massacre. 8 mai 1945, Sétif, Guelma, Kherrata*, Syros, Paris, 1995.

(6) On en a eu un avant-goût dans les travaux en cours de Jean-Pierre Peyroulou. Voir à ce propos « Rétablir et maintenir l'ordre colonial », Mohammed Harbi et Benjamin Stora, *op. cit.*

* Historien, auteur, avec Benjamin Stora, de *La Guerre d'Algérie, 1954-2004, la fin de l'amnésie*, Robert Laffont, Paris, 2004.

Ainsi Hitler

La politique de Hitler a longtemps bénéficié d'un solide consensus, résultat d'une propagande massive et d'une répression féroce. L'historien Götz Aly révèle, lui, comment les nazis mirent à profit le pillage de l'Europe, à commencer par celui des biens juifs, pour assurer aux Allemands un niveau de vie élevé.

PAR GÖTZ ALY *

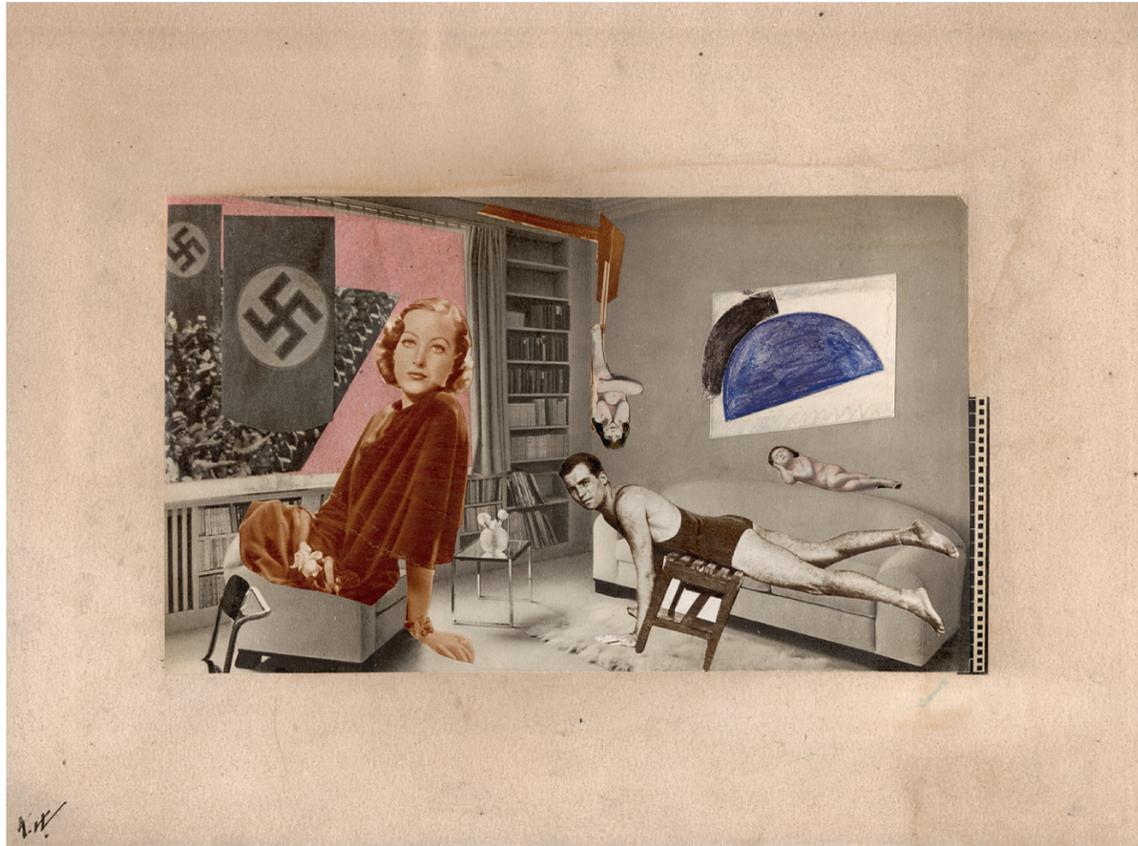
C E LIVRE TRAITE UNE QUESTION SIMPLE, qui n'a toujours pas trouvé de réponse : comment cela a-t-il pu arriver ? Comment les Allemands ont-ils pu, chacun à son niveau, permettre et commettre des crimes de masse sans précédent, en particulier le génocide des juifs d'Europe ? Si la haine attisée par l'Etat de toutes les populations « inférieures », des « polacks », des « bolcheviques » et des « juifs », faisait sans doute partie des conditions nécessaires, elle ne constitue pas une réponse suffisante.

Dans les années précédant le régime hitlérien, il n'y avait pas plus de ressentiment chez les Allemands que chez les autres Européens ; leur nationalisme n'était pas plus raciste que celui des autres nations. Il n'y a pas eu de *Sonderweg* (exception allemande) qui permettrait d'établir une relation logique avec Auschwitz. L'idée qu'une xénophobie spécifique, un antisémitisme exterminateur, se serait développée très tôt en Allemagne ne repose sur aucune base empirique. Supposer qu'un fourvoiement aux conséquences particulièrement funestes aurait nécessairement des causes spécifiques et lointaines est une erreur. Le Parti national-socialiste allemand des travailleurs (NSDAP) doit la conquête et la consolidation de son pouvoir à un ensemble de circonstances, et les facteurs les plus importants se situent après 1914, pas avant.

La relation entre peuple et élite politique sous le national-socialisme se trouve au centre de cette étude. Il est établi que l'édifice du pouvoir hitlérien fut, dès le premier jour, extrêmement fragile, et il faut se demander comment il fut stabilisé, de manière approximative, certes, mais suffisante pour durer douze années enflammées et destructrices. C'est pourquoi il convient de préciser la question posée d'abord de façon générale (« Comment cela a-t-il pu arriver ? ») : comment une entreprise qui apparaît de manière rétrospective aussi ouvertement mystificatrice, mégalomane et criminelle que le nazisme a-t-elle pu faire l'objet d'un consensus politique d'une ampleur que nous avons aujourd'hui du mal à expliquer ?

Pour essayer d'apporter une réponse convaincante, je considère le régime nazi sous un angle qui le présente comme une dictature au service du peuple. La période de la guerre, qui fait également ressortir très clairement les autres caractéristiques du nazisme, permet de répondre au mieux à ces questions si importantes. Hitler, les *Gauleiter* (chefs régionaux) du NSDAP, une bonne partie des ministres, secrétaires d'Etat et conseillers ont agi en démagogues classiques, se demandant systématiquement comment assurer et consolider la satisfaction générale, achetant chaque jour l'approbation de l'opinion, ou, à tout le moins, son indifférence. Donner et recevoir fut la base sur laquelle ils érigèrent une dictature consensuelle toujours majoritaire dans l'opinion, l'analyse de l'effondrement intérieur à la fin de la

* Historien, Berlin. Ce texte est extrait de son livre *Hitlers Volkstaat. Raub, Rassenkrieg und Nationaler Sozialismus (L'Etat du peuple de Hitler. Pillage, guerre raciale et socialisme national)*, publié en mars 2005 chez S. Fischer (Francfort), et dont la traduction en français sortira chez Flammarion (Paris) en octobre 2005.



première guerre mondiale ayant fait apparaître les écueils que devait éviter leur politique de bienfaisance populaire.

Pendant la seconde guerre mondiale, les responsables nazis tentèrent donc d'une part de distribuer les vivres de façon que leur répartition soit ressentie comme juste, surtout par les plus modestes ; d'autre part, ils firent tout pour maintenir la stabilité au moins apparente du reichsmark (RM) afin de prévenir tout scepticisme lié au souvenir de l'inflation de guerre de 1914 à 1918 ou de l'effondrement de la monnaie allemande en 1923 ; enfin, ils firent en sorte, ce qui n'avait pas été le cas pendant la première guerre mondiale, de rétribuer suffisamment les familles, qui recevaient près de 85 % des salaires nets antérieurs des soldats mobilisés – contre moins de la moitié pour les familles britanniques et américaines dans la même

situation. Il n'était pas rare que les épouses et les familles des soldats allemands aient plus d'argent qu'avant la guerre ; elles bénéficiaient aussi des cadeaux rapportés en masse par les permissionnaires et des colis envoyés des pays occupés par la poste aux armées.

Pour renforcer cette illusion d'acquis garantis et susceptibles encore de s'accroître, Hitler obtint que ni les paysans, ni les ouvriers, ni même les employés et les petits et moyens fonctionnaires ne soient touchés de manière significative par des impôts de guerre, ce qui représentait là encore une différence essentielle par rapport à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Mais cette exonération de la grande majorité des contribuables allemands s'accompagna d'une augmentation considérable de la charge fiscale pour les couches sociales disposant de gros ou de très gros revenus. L'impôt exceptionnel de 8 milliards de reichsmarks que durent verser les propriétaires immobiliers fin 1942 constitue ainsi un exemple frappant de la politique de justice sociale pratiquée ostensiblement par le III^e Reich, tout comme l'exonération fiscale des primes pour le travail de nuit, le dimanche et les jours fériés accordée après la victoire sur la France, et considérée jusque récemment par les Allemands comme un acquis social.

Autant le régime nazi fut impitoyable dans le cas des juifs et des populations considérées, d'un point de vue racial, comme inférieures ou étrangères (*fremdvölkisch*), autant sa conscience de classe le poussait à répartir les charges à l'avantage des plus faibles.

Il va de soi que les seules classes fortunées (4 % des contribuables allemands gagnaient alors plus de 6 000 RM par an) ne pouvaient apporter par leurs impôts les fonds nécessaires au financement de la seconde guerre mondiale. Mais alors, comment la guerre la plus coûteuse de l'histoire mondiale fut-elle financée pour que la majorité de la population s'en trouve le moins affectée possible ? La réponse est évidente : Hitler a épargné les aryens moyens aux dépens du minimum vital d'autres catégories de personnes.

Pour conserver les faveurs de son propre peuple, le gouvernement du Reich a aussi ruiné les monnaies d'Europe en exigeant des frais d'occupation toujours plus élevés. Pour assurer le niveau de vie de sa

population, il fit voler aux autres des millions de tonnes de denrées alimentaires pour nourrir ses soldats, et expédier ce qui restait en Allemagne. De même que les armées allemandes étaient censées se nourrir sur le dos des pays occupés, elles devaient régler leurs dépenses courantes avec l'argent de ces pays, et elles y parvinrent largement.

Les soldats allemands déployés à l'étranger – autrement dit, presque tous – et l'ensemble des prestations fournies à la Wehrmacht dans les pays occupés, les matières premières, produits industriels et denrées alimentaires achetés sur place pour la Wehrmacht ou destinés à être expédiés en Allemagne, tout cela était payé en monnaie autre que le reichsmark. Les responsables appliquaient expressément les principes suivants : si quelqu'un doit mourir de faim, que ce

De l'« euthanasie » à la « solution

Le meurtre d'un tiers des malades mentaux allemands, entre janvier 1940 et août 1941, a représenté pour les nazis le banc d'essai – technique et politique – du génocide des juifs.

PAR
SUSANNE HEIM *

A U PRINTEMPS 1944, la direction du Service de sécurité (SD) nazi, à Berlin, demanda à ses antennes de lui fournir des « rapports » sur l'état de l'opinion concernant une question très spéciale : la rumeur qui courait d'un bout à l'autre de l'Allemagne à propos de la mise à mort prématurée des personnes âgées (1). Les résultats révélèrent

une méfiance profonde à l'égard du système de santé national-socialiste. Une grande partie de la population estimait que les anciens, du fait de leurs moindres performances, étaient considérés par l'Etat comme indésirables et superflus, et donc moins bien soignés.

Selon certains bruits, des médecins se « débarraient » de personnes âgées malades avec des moyens « appropriés », afin de réduire les coûts et d'économiser les médicaments rares. Nombre d'Allemands pensaient que les autorités elles-mêmes avaient invité les soignants à ne plus traiter les patients les plus âgés, et à ne plus leur prescrire de prothèse ni de médicaments contingents comme l'insuline. Dans certains districts, les personnes âgées évitaient d'aller chez le médecin, préférant s'adresser à leur pharmacien ou à un guérisseur ; d'autres ne se conformaient pas à l'ordonnance de leur médecin, craignant d'être empoisonnées. Ces rumeurs allaient de pair avec des plaintes : dans la répartition d'aliments coûteux – comme les fruits, les légumes ou le lait – et lors des évacuations pour fuir les bombardements alliés, les jeunes gens, et en particulier les femmes fécondes, se verraient privilégiés.

Dans beaucoup de régions, ces bruits persistaient obstinément depuis des années pour une raison simple : le souvenir, très présent, des dernières expériences d'élimination clinique des « inutiles » à la demande de l'Etat. On évoquait à

nouveau ouvertement le meurtre des patients des asiles et des hôpitaux, en rapport avec les nouvelles rumeurs sur les personnes âgées. Après les handicapés, pensaient les gens, ce serait au tour des anciens de subir les « piqûres de l'Ascension » qui les enverraient dans l'au-delà.

MAIS LA CONNAISSANCE de la politique d'euthanasie des nazis suscita plus de résignation que de rébellion. Entre janvier 1940 et août 1941, quelque 70 000 pensionnaires d'établissements psychiatriques allemands avaient été systématiquement assassinés. Œuvre d'une institution camouflée sous le nom de T4, ce meurtre de masse fut dissimulé administrativement et décrété « secret d'Etat ». Au début de la guerre, Hitler lui-même avait rédigé une autorisation dans ce sens, formulée volontairement de manière vague, afin de laisser aux experts médicaux et administratifs l'organisation du programme criminel et la définition des groupes de victimes. Bien que les médecins impliqués aient exigé une garantie légale, il avait refusé, sous prétexte de confidentialité, de recourir à une loi d'euthanasie. Bien des indices confirment cependant que la fuite de certaines informations ne releva pas d'une erreur : elle fut volontaire.

La liquidation des malades mentaux apprit au régime quelque chose d'essentiel : ce génocide n'avait pas fondamentalement ébranlé la loyauté de

la population – une expérience décisive pour la mise en œuvre du programme d'extermination des prisonniers des camps, des juifs, des Tziganes (Roms et Sintis). D'ailleurs, les structures administratives et le personnel ayant fait leurs « preuves » dans l'assassinat des handicapés participèrent ensuite au judéocide.

Les préparatifs du « test » que représentait l'euthanasie remontent très loin. Un dirigeant d'asile psychiatrique en a témoigné rétrospectivement en 1947 : avant même la guerre, le ministère de l'intérieur envisageait, en cas de conflit, de réduire drastiquement les rations des occupants des asiles et des hôpitaux psychiatriques. Devant l'objection selon laquelle cela conduirait à les faire mourir de faim, on avait « prudemment, pour la première fois, tâté le terrain, en demandant quelle position prendrait la Mission intérieure (2), si l'Etat envisageait l'extermination de certaines catégories de malades durant la guerre, sous la condition que les aliments disponibles ne fussent plus à nourrir l'ensemble de la population (3) ».

(1) Anciennes archives spéciales, Moscou, 500/4/330.

(2) Organisation d'assistance protestante, dont la direction s'était prononcée, dès 1931, pour une stérilisation eugénique. Cf. Ernst Klee, *Euthanasie im NS-Staat*, Fischer, Francfort, 1985.

(3) Ludwig Schaich, *Lebensunwert ?*, cité par Götz Aly et Susanne Heim dans *Vordenker*, op. cit., p. 271.

* Chercheuse, auteure, avec Götz Aly, de *Vordenker der Vernichtung. Auschwitz und die deutschen Pläne für eine neue europäische Ordnung (Les Précurseurs de l'extermination. Auschwitz et les plans allemands pour un nouvel ordre européen)*, Hoffmann und Campe, Hambourg, 1991.

acheta les Allemands

soient les autres ; si l'inflation de guerre est inévitable, qu'elle touche tous les pays sauf l'Allemagne.

La deuxième partie du livre traite des stratégies élaborées à ces fins. Les caisses allemandes furent aussi alimentées par les milliards issus de la spoliation des juifs d'Europe, ce qui constitue l'objet de la troisième partie. Je montrerai donc comment les juifs furent spoliés, d'abord en Allemagne, puis dans les pays alliés et dans ceux qui étaient occupés par la Wehrmacht. (...)

S'appuyant sur une guerre prédatrice et raciale de grande envergure, le socialisme national a été à l'origine d'une véritable égalité, notamment par une politique de promotion sociale d'une ampleur sans précédent en Allemagne, qui le rendit à la fois populaire et criminel. Le confort matériel, les avantages tirés du crime à grande échelle, certes de manière indirecte et sans engagement de la responsabilité personnelle, mais acceptés bien volontiers, nourrissaient la conscience, chez la plupart des Allemands, de la sollicitude du régime. Et, réciproquement, c'est de là que la politique d'extermination tirait son énergie : elle prenait pour critère le bien-être du peuple. L'absence de résistance intérieure digne de ce nom et, ultérieurement, le manque de sentiment de culpabilité tiennent à cette constellation historique. Ce sera l'objet de la quatrième partie.

EN RÉPONDANT AINSI À LA QUESTION « Comment cela a-t-il pu arriver ? », on s'interdit toute réduction pédagogique à de simples formules antifascistes ; cette réponse est difficile à afficher sur des murs, et quasi impossible à isoler des histoires nationales de l'après-guerre des Allemands en République démocratique allemande (RDA), en République fédérale d'Allemagne (RFA) et en Autriche. Il semble toutefois nécessaire d'appréhender le régime nazi comme un socialisme national pour, à tout le moins, mettre en doute la projection récurrente de la faute sur des individus et des groupes clairement circonscrits : ce sont tantôt le dictateur délirant, malade et « charismatique » ainsi que son entourage immédiat, tantôt les idéologues du racisme (selon une mode passagère, propre à une génération de même socialisation) qui sont stigmatisés ; pour d'autres, ce sont (de manière exclusive ou non) les banquiers, les grands patrons, les généraux ou des commandos d'assassins en proie à une folie meurtrière. En RDA, en Autriche et en RFA, les stratégies de défense les plus diverses furent adoptées, mais toutes allaient dans le même sens et assuraient aux populations majoritaires une existence paisible et une conscience tranquille. (...)

On associe généralement un peu vite les profiteurs de l'aryanisation aux grands industriels et aux banquiers. Les commissions d'enquête sur la période nazie, mises en place au cours des années 1990 dans de nombreux Etats européens ou dans de grandes entreprises, et constituées d'historiens spécialisés, ont renforcé cette impression, fautive au regard de la situation d'ensemble. L'historiographie, un peu plus nuancée, ajoute volontiers quelques fonctionnaires nazis de rang plus ou moins élevé au nombre des profiteurs de l'aryanisation. Depuis quelques années apparaissent en outre dans le collimateur des voisins ordinaires, allemands, mais aussi polonais, tchèques ou hongrois, des gens dont les services douteux auprès de la puissance occupante étaient souvent rétribués par des biens « déjudaisés ». Mais toute théorie qui se focaliserait uniquement sur les profiteurs privés ferait fautive route et passerait à côté de la question centrale : que sont devenus les biens des juifs d'Europe expropriés et assassinés ? (...)

Cette technique de financement de la guerre appliquée en Allemagne dès 1938, qui consistait à imposer la conversion du patrimoine privé en emprunts d'Etat, a été ignorée par ceux qui ont traité l'aryanisation dans une perspective juridique, morale ou historiographique. Ce parti pris correspondait à la volonté des dirigeants allemands de taire l'utilité matérielle du pillage. L'évocation de la conversion forcée des valeurs juives en emprunts d'Etat étant taboue, les chiffres concrets des recettes restèrent secrets. La persécution des juifs devait être présentée et considérée comme une question purement idéologique, et les victimes sans

finale »

Au cours de l'été 1939, le médecin personnel de Hitler, Theo Morell, avait rédigé une expertise, dans le même but. Sur la base d'une enquête réalisée au début des années 1920 parmi les parents d'enfants lourdement handicapés, il concluait que la plupart d'entre eux acceptaient que « la vie de leur enfant soit abrégée sans souffrance ». Quelques-uns disaient même préférer ne pas décider eux-mêmes du sort de leur enfant : mieux valait qu'un médecin prenne les décisions nécessaires. A partir de quoi Morell préconisa, en cas d'euthanasie, de renoncer au consentement explicite de la famille, de dissimuler autant que possible le meurtre du malade et, plus généralement, de compter sur le « je-ne-veux-pas-savoir (4) ».

Les victimes furent donc rapidement transférées d'un établissement à l'autre, afin de rendre plus difficiles les recherches de proches inquiets, puis assassinées dans les centres d'exécution (5). Les familles recevaient alors l'annonce du décès, imputé à une cause inventée, ainsi que celle de l'incinération du défunt. Malgré ces précautions, le secret du meurtre des malades s'ébruita, notamment parmi le personnel des asiles et dans les environs des lieux de mise à mort.

La fragilité du tabou éclata au grand jour en août 1941, lorsque l'évêque de Münster, le comte Clemens August von Galen, cloua ouvertement le crime au pilori dans un sermon. Les protestations venaient notamment des milieux catholiques.

défense d'un gigantesque meurtre prédateur apparaître comme des ennemis méprisables.

En 1943, une liste établie par le haut commandement de la Wehrmacht, qui recensait dix-neuf problèmes politiques et militaires sources de troubles parmi les soldats, et auxquels les officiers devaient parer avec des réponses aussi homogènes que possible, comportait cette question : « Ne sommes-nous pas allés trop loin dans la question juive ? » La réponse était : « Mauvaise question ! Principe national-socialiste, relève de notre Weltanschauung (conception du monde) - aucune discussion (1) ! » Or il n'y a aucune raison de confondre l'argumentaire mis à la disposition des endoctrineurs nazis avec l'état de fait historique. (...)

Il y eut indéniablement en Allemagne un très grand nombre de sceptiques. La plupart de ceux qui se laissèrent entraîner par le nazisme le firent sur la base de points imprécis du programme. Les uns suivirent le NSDAP parce qu'il s'engageait contre la France, ennemi héréditaire ; les autres, parce que cet Etat jeune rompaient fortement avec les représentations morales traditionnelles. Certains ecclésiastiques catholiques bénirent les armes engagées dans la croisade contre le bolchevisme païen et s'opposèrent à la confiscation des biens d'Eglise comme aux crimes d'euthanasie ; à l'inverse, des *Volksgeossen* (littéralement : camarades du peuple, c'est-à-dire citoyens aryens) de sensibilité surtout socialiste s'enflammèrent pour les dimensions anticléricales et antielitistes du socialisme national. C'est précisément parce qu'il reposait sur des affinités partielles diverses que le suivismisme de millions d'Allemands, aux motivations ponctuelles mais aux conséquences funestes, put a posteriori être reformulé sans difficulté comme une « résistance », dépourvue d'efficacité historique.

L'acteur Wolf Goette, cité dans le chapitre sur les pillards satisfaits de Hitler, était aussi éloigné de l'idéologie nazie que Heinrich Böll. Il trouvait toujours la politique allemande « à vomir » et éprouvait un « sentiment de honte épouvantable » quand il croisait une personne portant « l'insigne jaune ». Pourtant, à la différence de Böll, il ressentit dans un premier temps le film *Ich klage an* (« J'accuse »), qui faisait l'apologie de l'euthanasie, comme un document d'« orientation propre et convenable », comme une œuvre d'art bouleversante « démontrant avec une qualité cinématographique remarquable » la « nécessité » de l'euthanasie « dans certains cas de maladies incurables », même s'il exprima ensuite des doutes discrets « dans l'hypothèse où un Etat arbitraire se réclamerait de cette idée ». Mais,



Quelques semaines après le scandale public de von Galen, Hitler avait donné un coup d'arrêt au programme d'euthanasie.

Mais cela ne signifia nullement l'arrêt des tueurs. Le nombre de victimes correspondait à peu près, à l'époque, à l'objectif fixé par les organisateurs en 1939 : un patient d'hôpital psychiatrique sur dix devait être « saisi par l'action », soit au total 65 000 à 70 000 personnes. Et les statisticiens calculèrent même les économies ainsi réalisées en matière de logements, de vêtements et d'alimentation - jusqu'en 1951 ! Sans compter le personnel médical « libéré » pour d'autres tâches, les places disponibles pour des malades curables, les asiles transformés en hôpitaux...

Durant la première guerre mondiale déjà, la répartition de la population en différentes catégories destinées à être plus ou moins bien approvisionnées - en fonction de leur « valeur » - avait déjà conduit à une sous-alimentation drastique des

patients des hôpitaux psychiatriques. D'où une forte augmentation de leur mortalité (6). Mais, avec la seconde guerre mondiale, la sélection systématique devint la base de la politique sociale, combinée avec des mesures étatiques coercitives. Et même l'arrêt, en 1941, du programme d'« euthanasie » n'y changea rien.

LE MEURTRE DES MALADES se poursuivit, de manière décentralisée et avec d'autres techniques. Les responsables locaux ne déportaient plus les condamnés dans les chambres à gaz des centres d'extermination : ils les tuaient dans les différents hôpitaux et asiles au moyen de piqûres mortelles. Du coup, le cercle des participants directs au meurtre et celui des personnes informées s'élargit considérablement.

Les experts en « euthanasie », qui choisissaient autrefois les patients à éliminer, déplacèrent leur activité vers d'autres groupes de victimes. A partir

indépendamment de sa position quant aux diverses mesures politiques, Goette appréciait toujours les possibilités de carrière et de consommation que lui procurait la dictature allemande à Prague, « ville de cognac ». Il était préoccupé par ses petits intérêts personnels et, ainsi, neutralisé politiquement (2).

Par ailleurs, seul le rythme effréné de l'action permettait à Hitler de maintenir en équilibre le mélange toujours instable des intérêts et des positions politiques les plus divers. C'est en cela que résidait l'alchimie politique de son régime. Il empêchait l'effondrement par l'enchaînement quasi ininterrompu des décisions et des événements. Il valorisait le NSDAP et soutenait les militants de la première heure, les *Gauleiter* et les *Reichsleiter*, de façon bien plus engagée que les ministres. Son habileté à structurer le pouvoir se manifesta après 1933 dans le fait qu'il ne laissa pas le Parti tout-puissant se réduire à un simple appendice de l'Etat. Il sut au contraire - à la différence du Parti socialiste unifié est-allemand (SED) plus tard - mobiliser l'appareil d'Etat avec un succès sans précédent, le laisser développer une créativité concourant aux objectifs du « soulèvement national », et solliciter les forces du pays jusqu'à l'extrême.

DANS LEUR MAJORITÉ, LES ALLEMANDS succombèrent d'abord au vertige, puis à l'ivresse de l'accélération de l'histoire, et ensuite - avec Stalingrad, dont l'impact fut accentué à l'intérieur par les bombardements « en tapis » et la terreur désormais manifeste - à un état de commotion qui provoqua la même torpeur. Les attaques aériennes suscitèrent davantage l'indifférence que la peur, et conduisirent à « un certain je-m'en-foutisme » ; les morts tombés sur le front oriental renforcèrent la tendance à se focaliser sur les soucis du quotidien et sur l'attente des prochains signes de vie du fils, du mari ou du fiancé (3).

Les Allemands vécurent les douze années de nazisme comme un état d'urgence permanent. Dans le tourbillon des événements, ils perdirent toute notion d'équilibre et de mesure. « Tout cela me fait l'effet d'un film (4) », remarque en 1938, au beau milieu de la crise des Sudètes, Vogel, l'épicier évoqué par Victor Klemperer. Un an plus tard, neuf jours après le début de la campagne contre la Pologne, Hermann Göring assurait aux ouvriers des usines Rheinmetall-Borsig, à Berlin, qu'ils pourraient bientôt s'en remettre à des dirigeants « que l'énergie pousse en avant (5) ». Au printemps 1941, Joseph Goebbels confirmait cette idée dans son journal : « Toute la journée, un rythme fou » ; « la vie offensive et fulgurante recommence maintenant » ou bien, dans l'ivresse antibritannique de la victoire : « Je passe toute la journée dans un sentiment de bonheur fébrile (6) ».

Hitler évoquait souvent, en cercle restreint, la possibilité de sa mort prochaine, afin de maintenir le rythme insensé nécessaire à l'équilibre politique de son régime. Il évoluait tel un funambule dilettante qui ne parvient à garder l'équilibre que grâce à des mouvements de balancier de plus en plus amples, de plus en plus rapides, puis précipités et vains, et qui finit, inévitablement, par chuter. C'est pourquoi l'analyse des décisions politiques et militaires de Hitler gagne en pertinence si elle fait abstraction de la propagande outrancière sur l'avenir et resitue ces initiatives par rapport à leurs motivations immédiates et à des effets recherchés à très court terme.

GÖTZ ALY.

(1) Services administratifs de la Wehrmacht, Points discutés [mai 1943], NA, RG 238, box 26 (Reinecke Files).
 (2) Wolf Goette (1909-1995) à sa famille et à A., Archives Wolk Goette, Prague, 1939-1942, WOGOs Briefe.
 (3) Birthe Kundrus, *Kriegerfrauen. Familienpolitik und Geschlechterverhältnisse im Ersten und Zweiten Weltkrieg*, Hambourg, 1995, p. 315.
 (4) Victor Klemperer, *Mes soldats de papier* : *Journal 1933-1941*, vol. 1, Seuil, Paris, 2000, p. 397.
 (5) *Völkischer Beobachter*, 11 septembre 1939.
 (6) Elke Fröhlich (éd.), *Die Tagebücher von Joseph Goebbels*, Munich 1997, partie I, vol. 9, p. 171 (5 mars 1941), p. 229 (6 avril 1941), p. 247 (14 avril 1941).

du printemps 1941, ils sélectionnèrent dans les camps de concentration des prisonniers - surtout handicapés et juifs - à gazer. Plus tard, les tueurs de l'« Aktion T4 » œuvrèrent dans les centres d'extermination de Belzec, Sobibor et Treblinka, dont les commandants mirent à profit leur savoir-faire en matière d'utilisation des chambres à gaz pour la destruction des juifs.

Outre leurs connaissances pratiques et organisationnelles, les « T4 » transfèrent de l'« euthanasie » à la « solution finale » leur expérience de la gestion de l'opinion publique. D'autant qu'en avril 1941 le consensus autour du meurtre des malades s'avérait positif : « Dans 80 % des cas, les proches sont d'accord, 10 % protestent et 10 % sont indifférents (7) ». Les rapports du SD du printemps 1944 peuvent donc être lus comme signes d'une prudente modération : ils sondent l'atmosphère générale, donnent des indications sur les causes possibles des rumeurs et conseillent les autorités sur la meilleure manière de réagir. En l'occurrence, il s'agissait moins de manipuler l'opinion que de mesurer les frontières du faisable...

SUSANNE HEIM.

(4) *Idem*, p. 273.
 (5) Grafeneck, Brandenburg, Bernburg, Hadamar, Hartheim, Pirna.
 (6) Heinz Faulstich, *Hungersterben in der Psychiatrie 1914-1949*, Lambertus, Fribourg-en-Brissgau, 1998.
 (7) Susanne Heim et Götz Aly, *op. cit.*, p. 275.

L'Union soviétique

Il y a soixante ans, 57 % des Français considéraient l'URSS comme le principal vainqueur de la guerre. En 2004, ils n'étaient plus que 20 %. Amplifié par les médias, cet oubli progressif du rôle de Moscou tient aussi aux polémiques sur la politique de Staline entre 1939 et juin 1941, que des travaux historiques récents éclairent d'un jour nouveau. Mais, quoi qu'on pense du pacte germano-soviétique, comment nier que, trois ans durant, les Russes ont porté une grande partie de la résistance, puis de la contre-offensive face à la Wehrmacht ? Au prix de 20 millions de morts.

PAR ANNIE LACROIX-RIZ *

DEUX ANS APRÈS SA VICTOIRE SUR le nazisme, l'Armée rouge devint, pour les peuples de l'Ouest, pour cause de guerre froide, une menace (1). Six décennies plus tard, l'historiographie française, sa mutation pro-américaine achevée, voue l'Union soviétique aux gémonies tant pour la phase du pacte germano-soviétique que, désormais, pour celle de sa « grande guerre patriotique ». Nos manuels, assimilant nazisme et communisme, surenchérisent sur les historiens d'Europe orientale (2). Mais les recherches originales qui nourrissent cette mise au point dressent un tout autre tableau de l'URSS dans la seconde guerre mondiale.

Le principal acte d'accusation contre Moscou concerne le pacte germano-soviétique du 23 août 1939 et, surtout, ses protocoles secrets : de fait, la victoire fulgurante et écrasante remportée sur la Pologne par la Wehrmacht donna le signal de l'occupation par l'URSS de la Galicie orientale (est de la Pologne) comme des pays baltes (3). Volonté d'expansion, Realpolitik ou stratégie défensive ?

Reprenant la thèse des prestigieux historiens Lewis B. Namier et Alan John Percivale Taylor, ainsi que du journaliste Alexander Werth, les nouveaux travaux d'historiens anglophones éclairent les conditions dans lesquelles l'URSS en est arrivée à cette décision. Ils montrent comment, encouragé par les États-Unis, l'entêtement de la France et de la Grande-Bretagne dans leur politique d'« apaisement » – autrement dit de capitulation face aux puissances fascistes – a ruiné le projet soviétique de « sécurité collective » des pays menacés par le Reich. D'où les accords de Munich (29 septembre 1938), par lesquels Paris, Londres, et Rome permirent à Berlin d'annexer, dès le lendemain, les Sudètes. Isolée face à un III^e Reich ayant désormais les mains libres à l'Est, Moscou signa avec Berlin le pacte de non-agression qui l'épargnait provisoirement.

Ainsi s'achevait la mission franco-britannique envoyée à Moscou (du 11 au 24 août) pour calmer des opinions réclamant – après l'annexion allemande de la Bohême-Moravie et la satellisation de la Slovaquie – un front commun avec l'URSS. Moscou exigeait l'alliance automatique et réciproque de 1914, qui devrait associer la Pologne et la Roumanie, fiefs du « cordon sanitaire » anti-bolchevique de 1919, et les pays baltes, vitaux pour la « Russie d'Europe (4) ». L'amiral britannique Drax et le général français Doumenc devaient faire porter à Moscou seule le chapeau du fiasco : il fallait simplement « laisser l'Allemagne sous la menace d'un pacte militaire anglo-franco-soviétique et gagner ainsi l'automne ou l'hiver en retardant la guerre ».

Quand le chef de l'Armée rouge Klement Vorochilov, « précis, direct », leur proposa, le 12 août, « l'examen concret » des plans d'opérations contre le bloc des États agresseurs », ils s'avouèrent sans pouvoirs. Paris et Londres, résolus à ne fournir aucune aide à leurs alliés de l'Est, avaient délégué la tâche à l'URSS tout en la lui rendant impossible : Varsovie (surtout) et Bucarest avaient toujours refusé un droit de passage à l'Armée rouge. Ayant « garanti » la Pologne sans la consulter, Paris et Londres se dirent ligotés par le veto (encouragé en sous-main) du germanophile colonel Josef Beck, qui invoquait le « testament » de son prédécesseur Josef Pilsudski : « Avec les Allemands nous risquons de perdre notre liberté, avec les Russes, nous perdons notre âme. »

L'affaire était plus simple. La Pologne avait arraché aux Soviétiques, en 1920-1921, avec l'aide militaire française, la Galicie orientale (5). Aveugle depuis 1934 aux appétits allemands, elle tremblait que l'Armée rouge ne s'emparât aisément de ces territoires. La Roumanie, elle, redoutait de perdre la Bessarabie prise aux Russes en 1918 et gardée grâce à la France. L'URSS n'obtint pas non plus de garantie des pays baltes, dont l'indépendance de 1919-1920 et le maintien de l'influence allemande devaient tout au « cordon sanitaire ».

Depuis mars et surtout mai 1939, Moscou était courtisée par Berlin, qui, préférant – d'expérience – une guerre sur un seul front, lui promit, avant de se jeter sur la Pologne, de respecter sa sphère d'influence en Galicie orientale, en Baltique et Bessarabie. Elle céda, au dernier moment, mais pas à un fantasme de révolution mondiale ou de « Drang nach Westen » (cette poussée vers l'Ouest chère au publiciste allemand d'extrême droite Ernst Nolte) : elle refusa, Londres et Paris cajolant toujours Berlin, d'« être impliquée toute seule dans un conflit avec l'Allemagne (6) » – selon les termes du secrétaire au Foreign Office, Charles Lindsley Halifax, le 6 mai 1939. L'Occident mima la stupeur devant « la sinistre nouvelle explosant sur le monde comme une bombe (6) » et dénonça une trahison. En réalité, Français et Britanniques en poste à Moscou jouaient les Casandre depuis 1933 : faute de Triple Entente, l'URSS devrait composer avec Berlin pour gagner le répit nécessaire à la mise sur pied de guerre de son économie et de son armée.

Le 29 août 1939, le lieutenant-colonel Luguët, attaché aérien français à Moscou (et futur héros gaulliste de l'escadrille Normandie-Niemen), certifica la bonne foi de Vorochilov et posa Staline en « glorieux successeur (...) d'Alexandre Nevsky et de Pierre I^{er} » : « Le traité publié est complété par une convention secrète, définissant, à distance des frontières soviétiques, une ligne que les troupes allemandes ne devront pas dépasser et qui serait considérée par l'URSS en quelque sorte comme sa position de couverture (7). »



L'Allemagne ouvrit le conflit général, le 1^{er} septembre 1939, en l'absence de l'Entente qui avait, en septembre 1914, sauvé la France de l'invasion. L'historien Michael Carley incrimine la politique d'apaisement née de « la peur de la victoire contre le fascisme » des gouvernements britanniques et français, effrayés que le rôle dirigeant promis à l'URSS dans une guerre contre l'Allemagne n'entendit son système à tous les belligérants : l'« anticommunisme », décisif à chaque phase-clé depuis 1934-1935, fut donc « une cause importante de la seconde guerre mondiale (8) ».

Le 17 septembre, l'URSS, inquiète de l'avance allemande en Pologne, proclama sa neutralité dans le conflit, non sans occuper la Galicie orientale. Elle exigea en septembre-octobre des « garanties » des pays baltes, « occupation déguisée », accueillie avec résignation (9) par Londres, que le Reich inquiétait désormais autant que « la poussée russe en Europe ». Et, ayant demandé – en vain – à Helsinki, alliée de Berlin, une rectification de frontière (contre compensation), elle entra en guerre contre la Finlande et fit face à une sérieuse

résistance. La propagande occidentale plaignit la petite victime et exalta sa vaillance. Weygand et Daladier planifièrent – « rêve », puis « délire », selon l'historien Jean-Baptiste Duroselle – une guerre contre l'URSS dans le Grand Nord, puis dans le Caucase. Mais Londres applaudit le compromis finno-soviétique du 12 mars 1940, ainsi que la nouvelle avance de l'Armée rouge qui suivit l'effondrement français (occupation à la mi-juin 1940 des pays baltes, fin juin de la Bessarabie-Bucovine du Nord). Après quoi elle envoya à Moscou Stafford Cripps, seul soviétophile de l'establishment : Londres préférerait désormais une avance soviétique en Baltique à une allemande.

Après des décennies de polémiques, les archives soviétiques ont confirmé qu'environ 5 000 officiers polonais, dont les cadavres furent découverts par les Allemands en 1943 à Katyn (près de Smolensk), avaient bien été exécutés en avril 1940 sur ordre de Moscou. Féroces avec les Polonais, les Soviétiques sauvèrent plus d'un million de juifs des zones réannexées et en organisèrent l'évacuation prioritaire en juin 1941 (10).

Cette période, qui va du 23 août 1939 au 22 juin 1941, fait l'objet d'un autre débat, qui concerne la mise en œuvre par Staline du pacte germano-soviétique. Certains spécialistes soulignent, par exemple, la fourniture de matières premières soviétiques à l'Allemagne nazie, le changement de stratégie imposé à l'été 1940 au Komintern et aux partis communistes invités à dénoncer la « guerre impérialiste », etc. Les historiens cités ici minorent, voire contestent cette interprétation (11). Notons que les États-Unis – même après leur entrée en guerre contre Hitler en décembre 1941 – et la France, officiellement belligérante depuis le 3 septembre 1939, assurèrent au Reich d'abondantes livraisons industrielles (12).

EN CRISE DEPUIS JUIN 1940, les rapports germano-soviétiques frôlèrent la rupture en novembre. « Entre 1939 et 1941, l'URSS avait considérablement développé ses armements terrestres et aériens et massé de 100 à 300 divisions (soit de 2 à 5 millions d'hommes) le long ou près de ses frontières occidentales (13). » Le 22 juin 1941, le Reich lança l'assaut annoncé par l'entassement de ses troupes en Roumanie. Alexander Werth parle d'un « effondrement militaire de 1941 », auquel aurait succédé (en 1942-1943) « un sursaut du régime et de la société ».

Mais, le 16 juillet, le général Doyen annonçait à Pétain, à Vichy, la mort du « Blitzkrieg » : « Si le III^e Reich remporte en Russie des succès stratégiques certains, le tour pris par les opérations ne répond pas néanmoins à l'idée que s'étaient faite ses dirigeants. Ceux-ci n'avaient pas prévu une résistance aussi farouche du soldat russe, un fanatisme aussi passionné de la population, une guérilla aussi épuisante sur les arrières, des pertes aussi sérieuses, un vide aussi complet devant l'envahisseur, des difficultés aussi considérables de ravitaillement et de communications (...) Sans souci de sa nourriture de demain, le Russe incendie au lance-flammes ses récoltes, fait sauter ses villages, détruit son matériel roulant, sabote ses exploitations (14). »

Le Vatican, meilleur réseau de renseignement mondial, s'alarma d'ailleurs, début septembre 1941, des difficultés « des Allemands » et d'une issue « telle que Staline serait appelé à organiser la paix de concert avec Churchill et Roosevelt » : il situa donc « le tournant de la guerre » avant l'arrêt de la Wehrmacht devant Moscou (fin octobre) et bien avant Stalingrad. Fut ainsi confirmé dès l'invasion le jugement que portait l'attaché militaire français à Moscou Auguste-Antoine Palasse depuis 1938 sur la puissance militaire soviétique inentamée, selon lui, par les purges qui avaient suivi le procès et l'exécution du maréchal Mikhaïl Toukhatchevski et du haut état-major de l'Armée rouge, en juin 1937 (15).

L'Armée rouge, écrivait-il, se renforçait et développait un « patriotisme » inouï : le statut de l'armée, la formation militaire et une propagande efficace « mainten[aient] tendues les énergies du pays, et lui donn[aient] l'orgueil des exploits accomplis par les siens (...) et la confiance inébranlable dans [sa] force défensive ». Palasse avait relevé, depuis août 1938, les défaites nippones dans les affrontements à la frontière URSS-Chine-Corée. La qualité de l'Armée rouge ainsi attestée servit de leçon : à la fureur de Hitler, le Japon signa à Moscou, le 13 avril 1941, un « pacte de neutralité » libérant l'URSS de son obsession – depuis l'attaque contre la Mandchourie (1931) puis toute la Chine (1937) – d'une guerre sur deux fronts. Après avoir plié, pendant de longs mois, sous l'assaut de la formi-

(1) « 1947-1948. Du Kominform au "coup de Prague", l'Occident eut-il peur des Soviétiques et du communisme ? », *Historiens et géographes* (HG) n° 324, août-septembre 1989, pp. 219-243.

(2) Diana Pinto, « L'Amérique dans les livres d'histoire et de géographie des classes terminales françaises », *HG*, n° 303, mars 1985, pp. 611-620 ; Geoffrey Roberts, *The Soviet Union and the Origins of the Second World War, 1933-1941*, Saint Martin's Press, New York, 1995, introduction.

(3) Lire aussi Geoffrey Roberts, *op. cit.*, p. 95-105, et Gabriel Gorodetsky, « Les dessous du pacte germano-soviétique », *Le Monde diplomatique*, juillet 1997.

(4) Sauf indication, les sources citées ici se trouvent dans les archives du ministère français des affaires étrangères ou de l'armée de terre (SHAT) et les archives publiées allemandes, britanniques et américaines. Quant aux nombreux livres, souvent peu connus en France, sur lesquels s'appuie cet article, le lecteur en trouvera une large bibliographie sur www.monde-diplomatique.fr/2005/05/LACROIX_RIZ/12117

(5) NDLR : Comme de nombreuses « marches », la Galicie est passée, à travers l'histoire, entre les mains russes, mongoles, polonaises, lituaniennes, autrichiennes et, à nouveau, russes et polonaises. En 1919, lord Curzon avait attribué la Galicie orientale à la Russie (ligne Curzon).

(6) Winston Churchill, *Mémoires*, vol. 1, *The Gathering Storm*, Houghton Mifflin Company, Boston, 1948, p. 346.

(7) Lettre à Guy de la Chambre, ministre de l'air, Moscou, 29 août 1939 (SHAT).

(8) Michael J. Carley, 1939, *The Alliance That Never Was and the Coming of World War 2*, Ivan R. Dee, Chicago, 2000, pp. 256-257.

(9) Lettre 771 de Charles Corbin, Londres, 28 octobre 1939, archives du Quai d'Orsay (MAE).

(10) Dov Levin, *The Lesser of Two Evils : Eastern European Jewry under Soviet Rule, 1939-1941*, The Jewish Publications Society, Philadelphia-Jérusalem, 1995.

(11) Lire notamment les ouvrages déjà cités de Geoffrey Roberts et Gabriel Gorodetsky mais aussi Bernhard H. Bayerlin et al., *Moscou-Paris-Berlin, 1939-1941*, Taillandier, Paris, 2003. La communiste libertaire Margarete Buber-Neumann a accusé, dans ses Mémoires, le régime soviétique d'avoir livré des antifascistes allemands à la Gestapo.

(12) Charles Higham, *Trading With the Enemy 1933-1949*, Delacorte Press, New York, 1983 et *Industriels et banquiers français sous l'Occupation*, Armand Colin, Paris, 1999.

(13) Geoffrey Roberts, *op. cit.*, pp. 122-134 et 139.

(14) *La Délégation française auprès de la commission allemande d'armistice de Wiesbaden, 1940-1941*, Imprimerie nationale, Paris, vol. 4, pp. 648-649.

(15) NDLR. Ces purges sont considérées comme ayant considérablement affaibli l'Armée rouge.

* Professeur d'histoire contemporaine, université Paris-VII, auteure des essais *Le Vatican, l'Europe et le Reich 1914-1944*, Armand Colin, Paris, 1996, et *Le Choix de la défaite : les élites françaises dans les années 1930*, à paraître chez le même éditeur.

par pertes et profits

dable machine de guerre nazie, l'Armée rouge allait à nouveau pouvoir passer à l'offensive.

Si, en 1917-1918, le Reich fut défait à l'Ouest, et surtout par l'armée française, de 1943 à 1945, il le fut à l'Est et par l'Armée rouge. Pour soulager celle-ci, Staline réclamait, depuis août-septembre 1941, un « second front » (envoi de divisions alliées en URSS ou débarquement sur les côtes françaises). Il dut se contenter des louanges du premier ministre britannique Winston Churchill, bientôt suivi du président américain Franklin D. Roosevelt, sur « l'héroïsme des forces combattantes soviétiques » et d'un « prêt-bail » américain (remboursable après-guerre), qu'un historien soviétique a évalué à 5 milliards de roubles, soit 4 % du revenu national en 1941-1945. Le refus de ce second front et la mise à l'écart de l'URSS des relations interalliées (malgré sa présence au sommet de Téhéran, en novembre 1943) ravivèrent sa hantise du retour au « cordon sanitaire » et aux « mains libres à l'Est ».

La question des rapports de forces en Europe s'aiguïsa quand la capitulation du général Friedrich von Paulus à Stalingrad, le 2 février 1943, mit à l'ordre du jour la paix future. Washington comptant sur son hégémonie financière pour échapper aux normes militaires du règlement des conflits, Franklin D. Roosevelt refusait de négocier sur les « buts de guerre » présentés à Winston Churchill par Joseph Staline en juillet 1941 (retour aux frontières européennes de l'ancien empire atteintes en 1939-1940) : une sphère d'influence soviétique limiterait l'américaine ; le financier Averell Harriman, ambassadeur à Moscou, pensait en 1944 que l'appât d'une aide économique à l'URSS ruinée « éviterait le développement d'une sphère d'influence (...) soviétique sur l'Europe orientale et les Balkans ».

Mais il fallut compter avec Stalingrad, où s'étaient affrontés depuis juillet 1942 « deux armées de plus d'un million d'hommes ». La soviétique gagna cette « bataille acharnée » – suivie au jour le jour par l'Europe occupée – « dépassa[n]t en violence toutes celles de la première guerre mondiale (...) pour chaque maison, chaque château d'eau, chaque cave, chaque morceau de ruine ». Sa victoire « mit l'URSS sur la voie de la puissance mondiale », comme celle « de Poltava en 1709 [contre la Suède] avait transformé la Russie en puissance européenne ».

La véritable ouverture du « second front » traîna jusqu'en juin 1944, période à laquelle l'avance de l'Armée rouge – au-delà des frontières soviétiques de juillet 1940 – exigea la répartition des sphères d'influence. La conférence de Yalta, en février 1945, sommet des acquis de l'URSS, belligérant décisif, ne résulta pas de la ruse de Staline spoliant la Pologne martyre contre un Churchill impuissant et un Roosevelt mourant, mais d'un rapport de forces militaires.

Ce dernier bascula alors dans la course-poursuite négociée de reddition de la Wehrmacht « aux armées anglo-américaines et de report des forces à l'Est » : fin mars, « 26 divisions allemandes demeuraient sur le front occidental (...) contre 170 divisions sur le front de l'Est (16) », où les combats firent rage jusqu'au bout. En mars-avril 1945, l'opération Sunrise ulcéra Moscou : le chef de l'Office of Strategic Services (ancêtre de la CIA) à Berne, le financier Allen Dulles, y négocia avec le général SS Karl Wolff, chef

de l'état-major personnel de Himmler, responsable de l'assassinat de 300 000 juifs, la capitulation de l'armée Kesselring en Italie. Mais il était politiquement exclu que Berlin revint aux Occidentaux : du 25 avril au 3 mai, cette bataille tua encore 300 000 soldats soviétiques. Soit l'équivalent des pertes américaines totales (292 000), « militaires uniquement », des fronts européen et japonais de décembre 1941 à août 1945 (17).

SELON JEAN-JACQUES BECKER, « mis à part qu'elle s'est déployée sur des espaces bien plus vastes, mis à part le coût extravagant des méthodes de combat surannées de l'armée soviétique, sur un plan strictement militaire, la seconde guerre a été plutôt moins violente que la première (18) ». C'est oublier que la seule URSS a perdu la moitié des victimes de l'ensemble du conflit de 1939-1945, du fait notamment de la guerre d'extermination que le III^e Reich avait planifiée pour y liquider, outre la totalité des juifs, de 30 à 50 millions de Slaves (19). La Wehrmacht, fief pangermaniste aisément nazifié, tenant « les Russes [pour] des « asiatiques » dignes du mépris le plus absolu », en fut l'artisan essentiel : sa sauvagerie antislave, antisémite et antibolchevique, décrite au procès de Nuremberg

(1945-1946), mais longtemps tue à l'Ouest et récemment rappelée en Allemagne par des expositions itinérantes (20), priva l'URSS des loix de la guerre (conventions de La Haye de 1907).

En témoignent ses ordres : décret dit « du commissaire » du 8 juin 1941 prescrivant l'exécution des commissaires politiques communistes intégrés à l'Armée rouge ; ordre de « ne pas faire de prisonniers » qui causa l'exécution sur le champ de bataille, combats terminés, de 600 000 prisonniers de guerre, étendu en juillet aux « civils ennemis » ; ordre Reichenau d'« extermination définitive du système judéo-bolchevique », etc. (21). Ainsi 3,3 millions de prisonniers de guerre, soit plus des deux tiers du total, subirent en 1941-1942 la « mort programmée » par la famine et la soif (80 %), le typhus, le travail-esclave. Des prisonniers « communistes fanatiques » livrés à la SS furent les cobayes du premier gazage au Zyklon B d'Auschwitz, en décembre 1941.

La Wehrmacht fut avec les SS et la police allemande un agent actif de la destruction des civils, juifs et non-juifs. Elle aida les Einsatzgruppen SS chargés des « opérations mobiles de tueries » (Raul Hilberg), comme celle perpétrée par le groupe C dans le ravin de Babi Yar, fin septembre 1941, dix jours après l'entrée de ses troupes à Kiev (près de 34 000 morts) : un des innombrables massacres perpétrés, avec des « auxiliaires » polonais, baltes (lettons et lituaniens) et ukrainiens, décrits par le poignant *Livre noir* d'Ilya Ehrenburg et Vassili Grossman (22).

Slaves et juifs (1,1 million sur 3,3) périrent dans des milliers d'Oradour-sur-Glane ainsi que dans les camps. Les neuf cents jours de siège de Leningrad (juillet 1941-janvier 1943) tuèrent 1 million d'habitants sur 2,5, dont « plus de 600 000 » durant la famine de l'hiver 1941-1942. Au total, « 1 700 villes, 70 000 villages et 32 000 entreprises industrielles furent rasés ». Un million d'Ostarbeiter (travailleurs de l'Est) déportés vers l'Ouest furent épuisés ou anéantis par le travail et les sévices des SS et des *kapos* dans les *kommandos* des camps de concentration, mines et usines des *Konzerne* et des filiales de groupes étrangers, tel Ford, fabricant des camions 3 tonnes du front de l'Est.

Le 8 mai 1945, l'URSS exsangue avait déjà perdu le bénéfice de la « Grande Alliance » qu'avait imposée aux Anglo-Américains l'énorme contribution de son peuple, sous les armes ou non, à leur victoire. Le *containment* de la guerre froide, sous l'égide de Washington, pouvait renouer avec le cordon sanitaire, première guerre froide que Londres et Paris avaient dirigée de 1919 à 1939.

ANNIE LACROIX-RIZ.



(16) Gabriel Kolko, *The Politics of War*, Random House, New York, 1969, chap. 13-14.

(17) Pieter Lagrou, dans Stéphane Audoin-Rouzeau et al., dir., *La Violence de guerre 1914-1945*, Complexe, Bruxelles, 2002, p. 322.

(18) *Ibid.*, p. 333.

(19) Götz Aly et Susanne Heim, *Vordenker der Vernichtung*, Hoffmann und Campe, Hambourg, 1991, résumé par Dominique Vidal, *Les historiens allemands relisent la Shoah*, Complexe, Bruxelles, 2002, pp. 63-100.

(20) Edouard Husson, *Comprendre Hitler et la Shoah*, PUF, Paris, 2000, p. 239-253.

(21) Omer Bartov, *German Troops*, MacMillan, Londres, 1985, *L'Armée d'Hitler*, Hachette Pluriel, Paris, 1999 et Tom Bower, *Blind Eye to Murder*, André Deutsch, Londres, 1981.

(22) Actes Sud, Arles, 1995.

Ces femmes courageuses de la Rosenstrasse

Des centaines de femmes allemandes manifestant au cœur de Berlin, en 1943, après Stalingrad, pour obtenir la libération de leurs maris juifs rafles et menacés de déportation. Impossible ? Le plus incroyable, c'est qu'elles obtinrent satisfaction...

PAR DOMINIQUE VIDAL

À L'AUBE DE CE 27 FÉVRIER 1943, les SS de la Leibstandarte Hitler, chargés de la sécurité personnelle du Führer, ont pris place dans des camions bâchés qui partent aux quatre coins de Berlin (1). Leur mission : arrêter chez eux ou à leur travail, avec l'aide de la Gestapo et de la police municipale, les derniers juifs de la capitale du III^e Reich. Les uns travaillent dans des usines vitales pour la Wehrmacht ; d'autres, mariés à un conjoint allemand, ne tombent pas sous le coup des lois de Nuremberg de 1935. Ministre de la propagande et *Gauleiter* (chef régional) du Parti national-socialiste, Joseph Goebbels, qui rêve depuis dix ans de déjudaiser sa ville, peut enfin mettre un terme à ces exceptions.

Le soir, quelque 5 000 personnes ont déjà été raflees, dont 1 700 maris d'Allemandes. Certains sont déjà en route pour les camps de la mort. D'autres attendent leur déportation, entassés dans deux prisons improvisées. L'une de celles-ci se trouve aux numéros 2-4 de la Rosenstrasse, où siègeait un bureau d'aide sociale de la communauté juive. Dès l'après-midi, des dizaines de femmes, inquiètes de ne pas voir rentrer leur mari,

se massent dans la rue : on en compte bientôt 200. Certaines y passent la nuit...

Le lendemain, elles sont deux fois plus nombreuses... et plus décidées. Le fait que le service des affaires juives de la Gestapo ait son siège à deux pas, dans la Burgstrasse, ne les empêche pas de crier en chœur : « Rendez-nous nos maris ! » Ni la présence des SS, ni la fermeture de la station de métro voisine de Börse, ni même les terribles bombardements aériens britanniques de la soirée ne les empêchent de défier le régime. L'historien David Bankier raconte (2), témoin à l'appui, comment plusieurs femmes se bagarrent avec les agents de la Gestapo et « osent leur dire qu'ils devraient aller eux-mêmes sur le front de l'Est et laisser en paix les vieux juifs » – mais « la plupart des passants, ajoute-t-il, regardent la scène avec une totale indifférence ».

Dans son journal, en date du 2 mars, Goebbels écrit : « Nous sommes en train de chasser définitivement les juifs hors de Berlin. On les a tous cueillis d'un coup de filet dimanche dernier et on va les embarquer pour l'Est sans délai. » C'est compter sans la foule qui grossit dans la Rosenstrasse. Quand les SS menacent de tirer, les femmes vont se réfugier sous les porches ou sous un viaduc à proximité, puis reviennent : « Nous voulons nos maris », exigent-elles d'une seule voix.

Le 5 mars, le régime tente d'ultimes manœuvres d'intimidation. La Gestapo déplace par la force des dizaines de manifestantes. Puis une Jeep occupée par quatre SS en uniforme et casque d'acier, brandissant des mitraillettes, fonce dans la foule en tirant. Les femmes se dispersent en courant, avant de se retrouver devant la prison. Certaines, encouragées par la puissance de leur mouvement, s'enhardissent jusqu'à aller demander à la Gestapo des nouvelles de leur époux. D'autres parviennent même à pénétrer dans l'immeuble de la Rosenstrasse. « Nous continuons d'espérer que nos maris reviendraient à la maison et ne seraient pas déportés », témoigne une manifestante.

Le plus incroyable, c'est qu'elles ne se trompent pas. Le 6 mars, non seulement la dictature met fin aux arrestations et aux déportations qui ont continué jusque-là, mais elle ordonne la libération de tous les juifs mariés à des Allemandes – elle fera même rechercher à Auschwitz vingt-cinq d'entre eux, qui pourront regagner leur foyer. Presque tous, d'ailleurs, survivront à la guerre. Officiellement, la Gestapo de Berlin a simplement commis un abus de pouvoir en raflant et en déportant des juifs mariés à des Allemandes, et le pouvoir y avait naturellement mis bon ordre.

OR LA RÉALITÉ N'A RIEN À VOIR avec cette fable de l'« erreur » bureaucratique rectifiée. C'est le même Goebbels qui a ordonné la rafle, et qui, après une rencontre avec Adolf Hitler, le 3 mars, à sa *Wolfschanze* (tanière de loup), l'a suspendue. Pourquoi ? La réponse tient sans doute à la période durant laquelle cette affaire se déroule : juste après la défaite de Stalingrad. Le moral des Allemands est au plus bas. Les dirigeants nazis n'ont alors qu'une obsession : que le « front intérieur » craque, comme en 1917, sous les coups de boutoir de l'Armée rouge et les bombardements anglo-américains. La résistance courageuse, mais relativement apolitique, des femmes de la Rosenstrasse risque de faire tache d'huile : et si d'autres manifestations venaient troubler les déportations de masse de juifs, qui se déroulent alors dans nombre de villes d'Allemagne ?

« A Berlin, nuance l'historien Peter Longerich (3), on interna temporairement des centaines de juifs mariés à des non-juives dans deux immeubles de la communauté juive, manifestement afin de pouvoir les échanger contre ceux des employés de la communauté qui devaient être déportés. La protestation publique spontanée de membres de ce groupe rassemblés devant l'immeuble de la Rosenstrasse, aussi remarquable que soit cette action, n'était cependant pas la cause de la libération des hommes emprisonnés, car une déportation des juifs vivant en « couple mixte » n'était pas prévue à cette époque. »

Adjoint au ministre de la propagande, Leopold Gutterer contredit cette appréciation : « Goebbels libéra les juifs pour éliminer à jamais toute protestation. (...) Pour éviter que d'autres ne tirent enseignement de cette protestation et n'aillent prendre exemple sur elle, il fallait éliminer toute raison de protester (4). » Dans son maître livre, *La Destruction des juifs d'Europe* (5), Raul Hilberg va dans le même sens, écrivant que les maris juifs de femmes allemandes « furent finalement exemptés, car on sentit, en dernière analyse, que leur déportation risquait de compromettre tout le processus de destruction ».

Avec le recul, la victoire des femmes de la Rosenstrasse interroge l'historien. Elle constitue d'abord une réponse cinglante à tous ceux qui expliquèrent leur passivité en assurant qu'« il n'y avait rien à faire » contre le régime nazi. Plus : elle prouve que l'action, loin de ne témoigner que symboliquement, pouvait le faire reculer. Au-delà du contexte très particulier de l'hiver 1943, elle incite même à réévaluer les rapports qu'entretenait la dictature avec son peuple : la première ne redoutait-elle pas les réactions du second beaucoup plus que l'historiographie traditionnelle ne l'affirme ?

Voilà qui expliquerait, entre autres, le secret dont les dirigeants nazis ont cherché à entourer le génocide, mais aussi les efforts considérables qu'ils ont déployés – comme le montre dans ce dossier Götz Aly (*lire l'article page 22*) – pour « acheter » les Allemands. Mais il n'y eut, hélas, qu'une Rosenstrasse...

(1) Seul un livre en français traite exhaustivement de cette affaire : Nathan Stoltzfus, *La Résistance des cœurs. La révolte des femmes allemandes mariées à des juifs*, Phébus, Paris, 2002. Cet article s'appuie largement sur les informations qu'il contient.

(2) *Die Öffentliche Meinung im Hitlerstaat*, Berlin Verlag, Berlin, 1995, p. 187.

(3) *Politik der Vernichtung*, Piper, Munich, 1998, p. 537.

(4) Nathan Stoltzfus, *op. cit.*, p. 355.

(5) Fayard, Paris, 1988, p. 369.